

RÉUNIFIÉ, CARAMBAR & CO APPUIE SUR L'ACCELÉRATEUR P.33

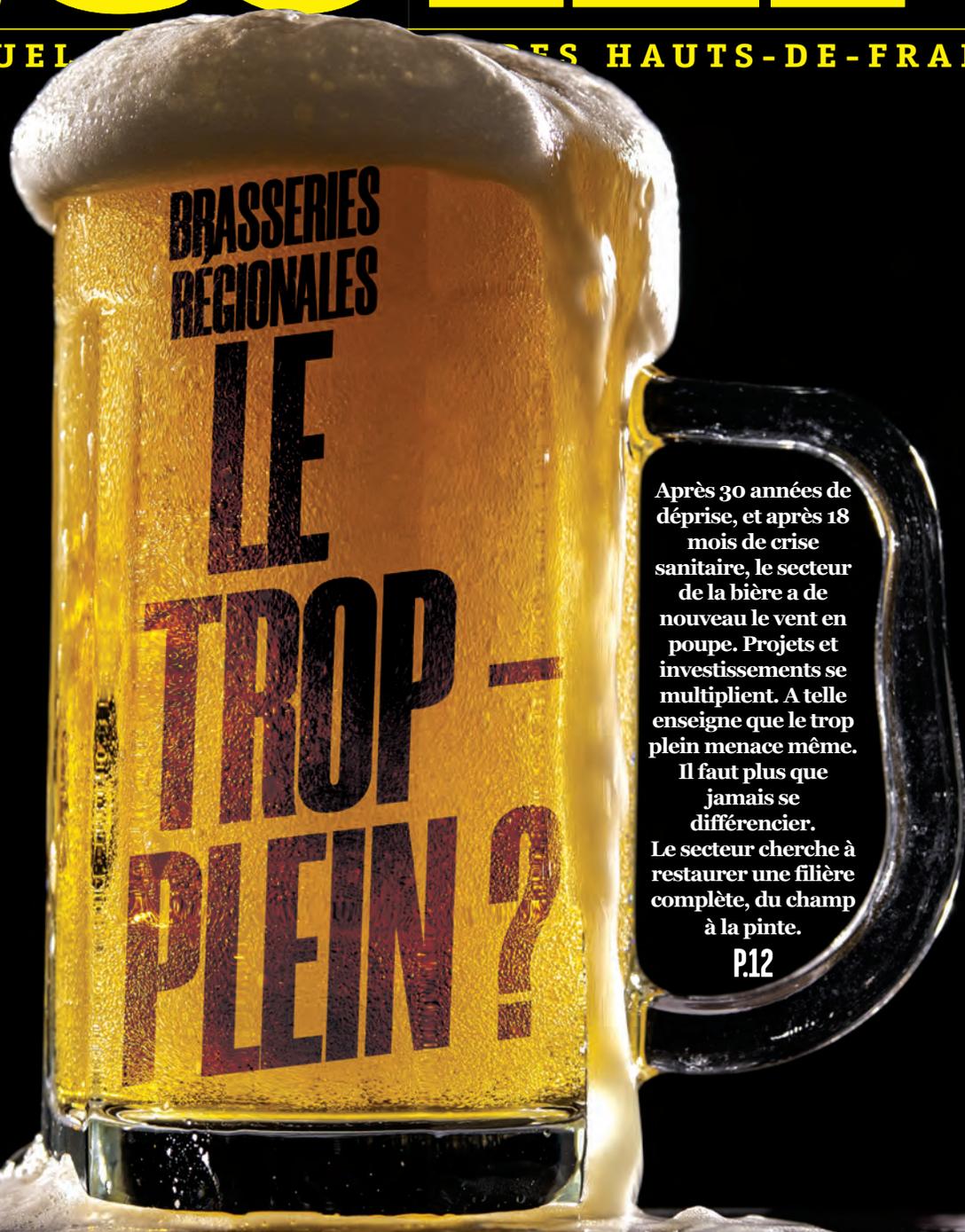
Septembre 2021

www.eco121.fr

# ÉCO 121 (#113)

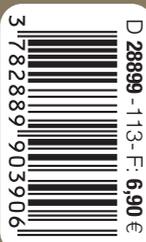
LE MENSUEL

DES HAUTS-DE-FRANCE



Après 30 années de déprise, et après 18 mois de crise sanitaire, le secteur de la bière a de nouveau le vent en poupe. Projets et investissements se multiplient. A telle enseigne que le trop plein menace même. Il faut plus que jamais se différencier. Le secteur cherche à restaurer une filière complète, du champ à la pinte.

P.12



**ANDRÉ PECQUEUR** (BRASSERIE DE ST-OMER ET GOUDALE)

**“INVESTIR DANS CE MÉTIER COÛTE UNE FORTUNE” P.20**



LA BONNE IDÉE  
POUR SON  
ENTREPRISE,  
LAURENT L'A TOUS  
LES JOURS.

+X

**En tant que banque créée par et pour les entrepreneurs,**  
nous aidons nos clients à adapter ou à transformer leur entreprise.

Bénéficiez notamment de notre **prêt Innov&Plus** d'un montant  
de 25 000 € jusqu' à 7,5 millions d'euros\*.

**BANQUE  
POPULAIRE**



la réussite est en vous

Document à caractère publicitaire

\*Sous réserve d'acceptation de votre dossier. Le présent financement bénéficie du mécanisme de garantie « InnovFin SME Guarantee Facility » avec l'appui financier de l'Union européenne grâce aux Instruments Financiers horizon 2020 et aux Fonds européens pour les investissements stratégiques (EFSI) établi par le Plan d'investissement pour l'Europe. Le but du EFSI est d'aider à soutenir le financement et l'implantation des investissements productifs dans l'Union européenne et de s'assurer du développement de l'accès au crédit.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 170 384 630 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris N° 493 455 042 - BPCE Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n°08 045 100. - Crédit photo : Getty Images - 

4-10

## Tendances

- Advens lève des millions... pour en distribuer d'autres
- Georges-François Leclerc : un Bourguignon à la tête de l'Etat en région

12-22

## Grand Angle

- Dossier : Brasseries régionales, le trop-plein ?
- Interview André Pecqueur, Brasserie Saint-Omer et Goudale : « Investir dans ce métier coûte une fortune ! »

24-36

## Territoires

- Symevad : quand la valorisation des déchets tourne au fiasco
- Beauvais, nouvelle "maison mondiale" de Massey Ferguson
- MC2 Technologies repasse sous souveraineté et pavillon français

38-43

## Entreprendre

- Laurent Neveu reprend AFL à Douai
- Delplace Usinage, la petite industrielle spécialiste du détail

46-48

## Détente

- Trompe-l'œil
- Shakespeare à l'Idéal
- Le «49R» : hôtel particulier et table contemporaine

Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

## À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 45%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création, CEHDF et le CANDF, qui contrôlent 44% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web ([www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)) où il diffuse un flux régulier d'actus, et sur twitter (@eco121).

[www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

## Le défi du retour à la normale

Les nouvelles de la planète économique sont étonnamment favorables en cette rentrée malgré la pandémie qui a tant secoué le monde. Les recrutements sont même devenus un gros goulet d'étranglement quand, il y a encore quelques mois, les meilleurs experts prédisaient une inéluctable remontée du chômage. La France et notre région ont trop souffert d'un surchômage très coûteux pour tous les équilibres, sociétaux, humains et financiers, pour ne pas s'en réjouir.

Mais il ne faudrait pas faire des seuls critères de la croissance et de l'emploi les seuls enjeux court-termistes de cette rentrée. Dans huit mois seulement, la France élira un nouveau président. Un moment crucial tous les cinq ans pour notre république monarchique, mais particulièrement cette fois. La crise sanitaire a gelé en grande partie les beaux projets de réforme d'un Etat qui dysfonctionne à tous les étages. Justice, police, école, les performances sont inversement proportionnelles à la profondeur du tonneau des Danaïdes que les impôts historiquement hauts des Français n'arrivent plus à alimenter, avec des déficits abyssaux.



Photo © Laurent Scavone

### Revenir à un fonctionnement normal

Fallait-il sortir des clous pour gérer cette crise exceptionnelle « quoi qu'il en coûte » ? Sans nul doute. Fallait-il restreindre fortement les libertés des Français, à coup d'état d'urgence sanitaire sans cesse prolongé, quitte à susciter une colère croissante ? Peut-être. Mais le sujet ô combien délicat du prochain locataire de l'Elysée sera précisément de ramener la France à un fonctionnement normal, sans la morphine de la dépense publique massive, avec d'autres critères de décision que la seule Covid-19, qui aura

concentré la totalité des débats depuis 18 mois.

Or les défis sont nombreux et immenses : comment réunir une société qui s'archipélise chaque jour davantage ? Comment mobiliser l'indispensable effort face au changement climatique avec des moyens publics qui s'amenuisent ? Quelle politique migratoire ? Quelle place pour la France dans une Europe omniprésente, souvent plus par excès bureaucratique que par grands élans collectifs ? Comment relancer un couple franco-allemand épuisé, à l'issue des prochaines élections outre-Rhin ? Les candidats à la magistrature suprême auront rarement été aussi nombreux. Mais ont-ils bien mesuré l'ampleur de la tâche ?

**OLIVIER DUCUING**  
Directeur de la rédaction

## Éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€  
Siret 528 819 485 00038  
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille  
Tél. : 03 55 33 21 05  
[redaction@eco121.fr](mailto:redaction@eco121.fr)  
[www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

**Directeur de la publication**  
Olivier Verley  
**Directeur de la rédaction**  
Olivier Ducuing  
**Journalistes**  
Julie Kiavué  
Guillaume Roussange

**A participé à ce n°**  
Didier Nicolas

**Publicité**  
La Voix Médias  
Tél. : 03 20 78 42 34  
[contact@lavoixmedias.com](mailto:contact@lavoixmedias.com)  
**Secrétariat général**  
Krisztina Bonieux  
Tél. : 03 55 33 21 05  
**Directeur artistique**  
Grégory Leduc  
**Imprimeur**  
La Presse Flamande,  
rue du milieu  
59190 Hazebrouck  
ISSN : 2109-3792  
Dépôt légal : à parution

3200

C'est le besoin global en recrutements des lauréats du réseau Entreprendre Nord. Selon les réponses d'environ 30% des 591 entreprises lauréates, celles-ci ont en moyenne

5,49 postes à pourvoir, avec de grosses difficultés de recrutement. Les trois entreprises qui ont les plus gros besoins en effectifs sont Cooptalis (65), le réseau JADE (40) et Lemahieu (20).

## Turbine à idées

Le Medef veut se régénérer avec les nouvelles générations. Il déploie en France différents « Comex 40 », dont l'un à Lille Métropole, pour servir « d'incubateur à idées disruptives » sur les grands sujets de demain. Chez nous, le Comex 40 est intégré à Génération Medef, qui réunit déjà une centaine de patrons. Ce sont Maxence Wyts, 25 ans et Lena Van Nieuwenhuysse, 21 ans, qui présideront cette structure paritaire.



## Naissance de l'EPF Hauts-de-France

L'Établissement Public Foncier (EPF) du Nord-Pas-de-Calais change de périmètre. Le décret autorisant l'extension de ses activités au département de la Somme est paru le 6 août dernier au Journal Officiel. L'établissement est renommé EPF des Hauts-de-France et la composition de son conseil d'administration est également modifiée. Engagé depuis 2016, cette extension vise, selon l'EPF, à renforcer l'accompagnement des collectivités dans leurs projets d'aménagement, mais aussi à "accélérer la relance de l'activité économique, affectée par la crise sanitaire".



## VOTRE TOP 5

Les actus les plus lues sur notre site eco121.fr

- [1] Eric Vidalenc, nouveau directeur régional adjoint de l'Adème
- [2] Symevad : quand la valorisation des déchets tourne au fiasco
- [3] Bouygues réalisera la nouvelle cité administrative de Lille
- [4] Les étoiles du piano affichent une ambition mondiale
- [5] Un nouveau président pour Hodefi

## Le site Bridgestone bientôt plein ?

C'est l'espoir d'Olivier Gacquerre, maire de Béthune et président de l'agglomération, selon qui « il y a déjà assez de touches pour remplacer tout le site Bridgestone ». Reste toutefois à confirmer ces projets, parmi lesquels l'implantation du spécialiste des stores Avosdim.

## MANUTENTION STOCKAGE À ARRAS

Vente S.A.V Location

03 21 07 62 62

**CML** MANUTENTION

Yale Concessionnaire Agréé

Matériels de Manutention & Solution de Stockage

Vente - location de matériels de manutention

Maintenance toutes marques

Installation de rayonnage, plateforme, cloisons,...

Horaires d'ouverture :

Du lundi au jeudi  
8h30 à 12h00 & 13h30 à 17h30

Vendredi  
8h30 à 12h00 & 13h30 à 16h30

Avenue d'Immercourt  
62000 ARRAS  
03.21.07.62.62  
www.cmlmanutention.fr

**CML** MANUTENTION

f in

LE LUNDI 20 SEPTEMBRE 2021 À 19 H

# Rendez-vous aux **vestiaires** !

#LesPépitesIRD

**SOIRÉE  
LES PÉPITES IRD**  
À LA CITÉ DES ÉCHANGES  
MARCQ-EN-BARŒUL



RÉSEAU ENTREPRISES ET CITÉS

Contact : [communication@groupeird.fr](mailto:communication@groupeird.fr)

Top

## ADVENS LÈVE DES MILLIONS ... POUR EN DISTRIBUER D'AUTRES

On ne saura pas l'ampleur de l'opération, mais elle valorise Advens à plus de 100 M€. L'entreprise lilloise pionnière de la cybersécurité ouvre son capital au fonds Capza Growth Tech, qui succède ainsi à ISAL, entré en 2016. L'opération – qui a suscité la candidature de quelque 30 capital investisseurs- vise à accélérer le développement déjà très rapide d'Advens. La société devrait réaliser 30 M€ de chiffre d'affaires cette année, en progression de 30%. Mais elle vise les 80 à 90 M€ dans les cinq ans, avec un effectif qui passerait de 300 personnes à au moins 500.

Le dirigeant fondateur Alexandre Fayeulle profite de cette levée de fonds pour lancer un projet très novateur : il crée un fonds de dotation, qui sera alimenté par la valorisation de l'entreprise. Ainsi, à titre d'exemple, si l'entreprise devait être valorisée 500 M€ lors de la prochaine ouverture de capital, jusqu'à 40% de cette valeur serait fléchée vers le fonds de dotation, soit 200 M€.

« L'objectif est de créer un modèle d'entreprise mariant performance économique et performance sociétale », s'enthousiasme le président d'Advens.



« La seule chose que je regrette est que la Catho ne soit pas dans le classement de Shanghai »

### Geoffroy Roux de Bézioux,

lors de l'université d'été du Medef à Entreprises & Cités, après une visite dans le campus lillois.



Flop

## LA RÉGION EN PANNE DE BÉBÉS

Les habitants des Hauts-de-France ne croient-ils plus en l'avenir ? En tout cas, ce sont les Français qui ont fait le moins d'enfants en cumul depuis le début 2021, en recul de 5,2% sur un an (vs -2,9% pour la moyenne nationale), avec un creux pour l'Oise (-7,2%). La tendance était toutefois ancienne puisque les naissances reculent déjà de 2,8% l'an depuis 2016. La région a même enregistré un creux historique en janvier 2021, de... -15,6%. « Le contexte de l'époque a manifestement découragé de nombreux couples à procréer, les incitant peut-être à reporter de quelques mois leurs projets de parentalité », note l'Insee. En parallèle, les Hauts-de-France souffrent d'un déficit migratoire qui leur a coûté 12 000 habitants en moins en 2020 sur 5 975 800 habitants. La région souffre tout à la fois d'un manque d'attractivité, du recul des naissances et de l'excès de décès liés à la Covid, souligne l'Insee.

Par ailleurs, l'espérance de vie, déjà la plus mauvaise de France, a reculé pour la première fois depuis 50 ans en 2020, de près d'un an pour les hommes (76,6 ans) et de 9 mois pour les femmes (83,1 ans). Tandis que les mariages s'effondraient de 37%...



"Avec le digital, on change de monde. L'industrie à papa, c'est fini. Aujourd'hui, on invente l'industrie au petit-fils !"



Patrice Vergriete, début juillet, à l'inauguration du Digital Lab d'ArcelorMittal Dunkerque.

« La pénurie d'ingénieurs développeurs sur Lille est un de nos plus gros freins. Nous pourrions avoir deux fois la taille de l'équipe actuelle sans problème... »

**Thierry Klein,**

à l'occasion de l'ouverture du capital de sa société d'écrans interactifs Speechi (p.34)

“Nous n'allons pas connaître la rigueur car la crise sanitaire va s'éloigner”

La profession de foi de **Jean-Paul Bataille**, élu en charge du budget au Conseil Régional, lors de l'adoption du compte administratif 2020 le 20 juillet. En 2020, les finances se sont fortement dégradées du fait des dépenses exceptionnelles et des moindres recettes liées à la Covid.



Sur  
LinkedIn

Depuis trois ans, ils ont déjà accompagné la réussite de près d'une centaine d'entreprises, travaillant sur les énergies renouvelables, les nouvelles mobilités, l'économie circulaire...

**la CCI Hauts-de-France,**

A l'occasion du lancement prochain par le réseau consulaire de deux nouveaux accélérateurs rev3 dans le Dunkerquois et à Béthune.

« Il y a un travail à faire avec les Régions pour faire en sorte que les métiers industriels soient présentés sous leur jour réel »



**Agnès Pannier-Runacher**, ministre de l'Industrie, en visite chez Mc Cain (p.36) à propos du problème crucial du recrutement.



« La crise dure depuis près d'un an, on n'a jamais connu une situation pareille »

**Benoît Loison**, président régional de la Fédération française du bâtiment, dans la Voix du Nord du 25 août, à propos de la pénurie des matériaux de construction.

“L'année a été mouvementée pour tout le monde. Et d'autant plus pour nous qui avons ouvert nos portes entre deux confinements !”

**Juliette Schollier,**

Directrice de Lillenum, à l'occasion des 1 an du centre commercial de Lille Sud.

• **3 septembre** : Assemblée plénière d'Entreprises et Cités, 8h, Cité des Echanges de Marcq-en-Baroeul

• **7 - 9 septembre** : Forum international de la Cybersécurité, Lille Grand Palais

• **8 - 10 septembre** : « Journées Hydrogène dans les Territoires », Dunkerque

• **9 septembre** : Business Expo, Mégacité d'Amiens

• **9 septembre** : Salon 24h emploi et formation, Cité des Congrès Valenciennes

• **18 - 19 septembre** : Festival “Bière à Lille”, Lille Grand Palais

• **23 - 24 septembre** : Salon Jobfest, Kinépolis Lomme

• **30 septembre** : CCI Business Event spécial relance, Mégacité d'Amiens

## Mouvements

### > ARC

**Guillaume Rabel-Suquet** est nommé DRH du groupe leader mondial des arts de la table Arc et rejoint, le comité exécutif.



Maître en management et en ressources humaines, il fait ses premières armes comme responsable RH

chez Europcar (1999), avant d'occuper le même poste chez DHL trois ans plus tard. Il devient en 2005 le responsable des relations sociales Europe du groupe, en Allemagne, puis responsable des relations employés groupe l'année suivante. Par la suite, il sera DRH d'Areva à Paris, DRH de la division industrielle de Stanley

Black & Decker à Bruxelles et enfin DRH groupe chez Manitou à Nantes depuis 2014.

### > GETLINK

**Guillaume Rault** prend la direction des opérations d'Eurotunnel. Ce maître en transport-logistique de l'Université du Littoral Côte d'Opale débute sa carrière chez DB Schenker comme affrètement, avant de rejoindre Eurotunnel en 1994 en tant que directeur



planning et capacité. En 2006, il est nommé directeur ordonnancement et ferroviaire. Avant de devenir directeur services clients et opérations ferroviaires dès 2011.

Par ailleurs, **Laetitia Brun** est nommée DRH du groupe. Originaire d'Auvergne-Rhône-Alpes, avec près de 20 ans d'expérience dans le domaine des RH, dont 15 au sein du groupe Solvay, elle occupera ses nouvelles fonctions sur le site de Folkestone d'Eurotunnel.

### > BGE HAUTS-DE-FRANCE

**Yves Duruflé**, 69 ans, prend la présidence de BGE Hauts-de-France, pour un mandat de 3 ans renouvelable. Ce retraité de l'inspection générale de



l'administration depuis 2018 a mené toute sa carrière au sein des services de l'Etat et des collectivités

locales. Arrivé dans le Nord en 2003 comme SGAR à la préfecture régionale, il sera nommé cinq ans plus tard DGS au Département de l'Oise, puis à la Région Nord - Pas-de-Calais en 2010. Par ailleurs, il est depuis 2019 président de l'école supérieure d'art du Nord - Pas-de-Calais Dunkerque-Tourcoing.

### > CRÉDIT DU NORD

A 46 ans, **Céline David** est nommée directrice régionale déléguée du Crédit du Nord région Nord-Ouest. Elle rejoint le groupe Société Générale en



2005 comme responsable adjointe des études marketing. Elle sera nommée responsable des études sur le risque de crédit en 2007, puis directrice commerciale à Auxerre en 2013. Depuis 2016, elle était responsable transformation et organisation de la délégation régionale du grand Sud-Ouest.

### > FRANCE CHIMIE NORD-PAS-DE-CALAIS

**Denis Chevé** est le nouveau président de France Chimie Nord - Pas-de-Calais. Diplômé de l'X, il débute au sein du groupe industriel Pechiney (1988), puis rejoint le groupe Manoir



Industries (1994). Dès 1996, il est nommé manager chez Metaleurop Nord, Cegelec et Farinia. Depuis 2010, il était Dg de Befesa Valera à Gravelines, spécialisé dans le traitement et le recyclage des poussières de zinc. Il est par ailleurs président de l'association Euroalliages depuis trois ans.

### > HODEFI

**Alexandre Delemazure** succède à Julien Sibierski à la tête d'Hodef. L'association de financement et d'accompagnement des structures innovantes en région, créée en 1983, compte pas moins de 300 anciens lauréats, « un vivier » sur lequel compte s'appuyer davantage le nouveau président, élu lors de l'AG du 6 juillet en remplacement de



Julien Sibierski qui exerçait ce mandat depuis 2019. Alexandre Delemazure dirige avec son frère Maximilien Westlake Plastics, groupe de semi-produits plastiques, basé à Tourcoing et en Pennsylvanie aux Etats-Unis, qui compte 170 salariés.

### > ADEME

A 39 ans, **Eric Vidalenc** devient directeur régional adjoint de l'Adème Hauts-de-France. Il remplace Bruno Frimat, parti en retraite. Diplômé en environnement à l'université de



Nice Sophia Antipolis, Eric Vidalenc a d'abord travaillé dans un bureau d'études spécialisé en environnement, mais a rejoint très vite l'Adème. Il y rentre au service transports et mobilité, avant de rejoindre le service économie et prospective. En 2015, il intègre la direction du Nord-Pas-de-Calais comme chef du pôle transition énergétique. Il y restera deux ans avant d'être en charge du projet prospective énergie ressource à Paris. Et formellement aujourd'hui au siège de Douai, comme directeur régional adjoint avec un suivi particulier de la recherche, l'énergie et la prospective.

## PORTRAITS express

### PRÉFECTURE DE RÉGION

## Georges-François Leclerc

### Un Bourguignon à la tête de l'Etat en région

A 55 ans, ce natif de Bourgogne, diplômé de Sciences Po et énarque est le nouveau préfet de région. Il remplace Michel Lalande, 66 ans, nommé conseiller maître en services extraordinaires à la Cour des Comptes, et qui sera resté en poste cinq ans. Georges-François Leclerc a débuté comme administrateur civil au ministère de l'Economie et des Finances, tout en étant maître de conférences à Sciences Po. En 1997, il rejoint la Préfecture comme sous-préfet des Yvelines, puis de l'arrondissement de Segré (Pays de la Loire). Puis, après quelques années au sein du ministère de la santé, il est nommé préfet des Alpes-Maritimes fin 2016, puis de la Seine-Saint-Denis en 2019.



### BOUYGUES BÂTIMENT

## José Liotet

### Un pur produit maison à la tête de la région Nord-Est

José Liotet prend la présidence de Bouygues Bâtiment Nord-Est, filiale de Bouygues Construction, et la cogérance de Linkcity Nord-Est. Diplômé de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie (ESTP), ce quinquagénaire a mené toute sa carrière chez Bouygues, où il a démarré en 1988 en intégrant la société Pertuy Construction. Depuis 2013, il pilotait les activités de production de Bouygues Bâtiment Nord-Est en tant que Dg adjoint.

José Liotet succède à Philippe Jouy, qui sera resté cinq années à ce poste. Bouygues Bâtiment Nord Est couvre un périmètre allant jusqu'à Strasbourg et Dijon et emploie quelque 850 collaborateurs.





# Start Innovation Business Awards



START-UP ET ENTREPRISES INNOVANTES

**Vous avez un projet innovant ?  
Nous vous aidons à accélérer le développement  
de votre business !**

**Participez à la 2<sup>ème</sup> édition du concours**

Start innovation CIC Business Awards,  
bénéficiez de l'accompagnement d'experts reconnus,  
et **remportez plus de 60 000€ de dotations !**

[www.cicnordouest.cicstartinnovationbusinessawards.fr](http://www.cicnordouest.cicstartinnovationbusinessawards.fr)

*Inscrivez-vous  
dès à présent !*



## NOS PARTENAIRES



## TAUX DE CHÔMAGE

**9,4%** en Hauts-de-France  
(7,8% au national) au 1er trimestre 2021.

(Source Direccte)

## NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI

**572 600 (-2,5% sur un an)**

(2e trimestre 2021 - Source DREETS)

# LE BAROMETRE ÉCO121

## CRÉATION D'ENTREPRISES EN RÉGION

**15 720** au 2e trimestre 2021  
vs 9 765 et 11 802 respectivement  
en 2020 et 2019 à la même période.

(Source Insee)

## DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

**37 défaillances enregistrées**

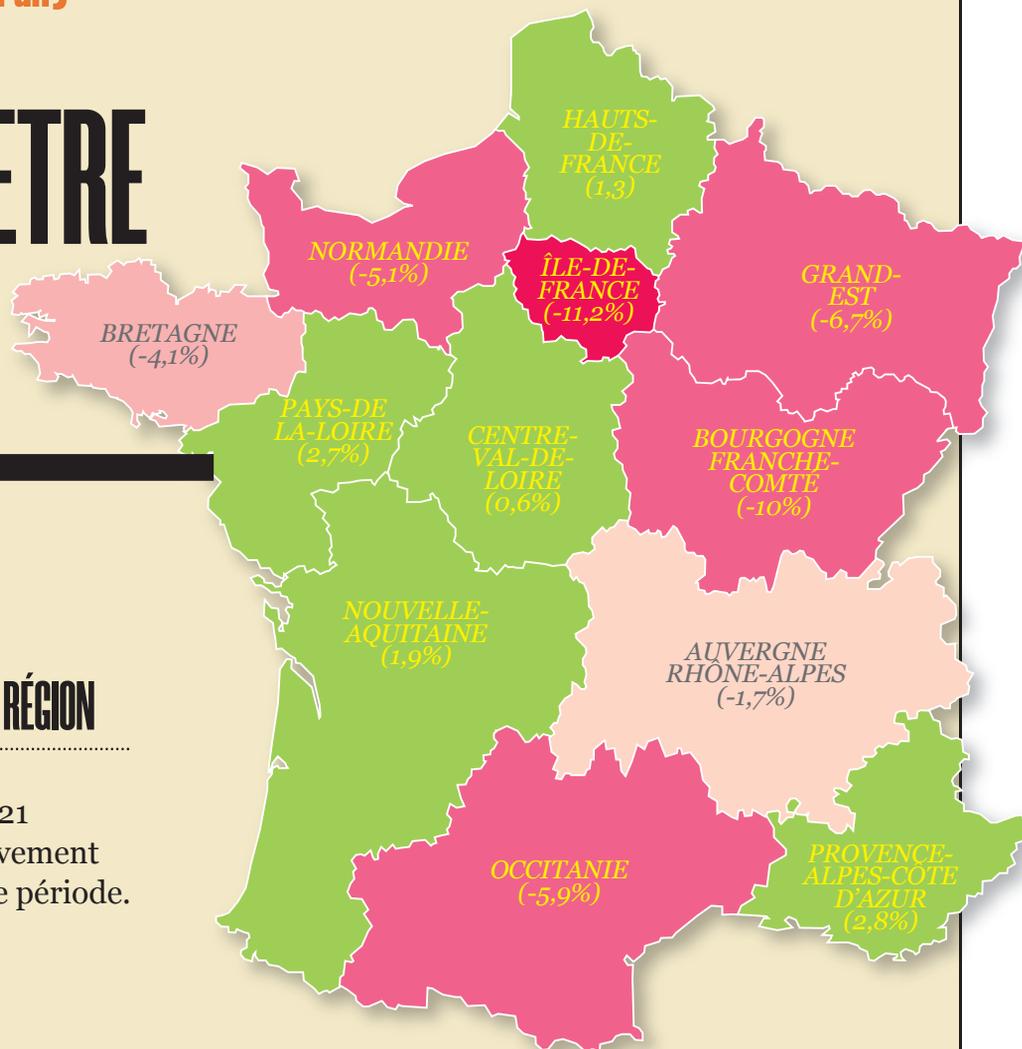
au tribunal de commerce Lille  
Métropole à fin juillet  
entre janvier et juin 2021  
(-69,42% sur un an)

(Source Tribunal de commerce de Lille Métropole)

## INTÉRIM (CARTE)

**+1,3%** dans les Hauts-de-France  
en mai 2021 par rapport à mai 2019.  
Mais -3,8% sur le cumul entre janvier  
et mai 2021.

(Source Prism'Emploi)



## IMMOBILIER DE BUREAUX

LILLE MÉTROPOLE

**80 211 m<sup>2</sup>**

placés au 1er semestre 2021  
(+3% sur un an)

(Source OBM)

# EUROPEAN EVENT

# THINK THE **GREEN** FUTURE

# OF AUTOMOTIVE INDUSTRY



*Post Covid global automotive market – Electric mobility  
Hydrogen – Impacts and challenges for manufacturing...*



**30**

high level speakers



**2**

days of conferences,  
workshops and visits



**300**

key players of  
automotive industry



Complete program and registration on :  
[www.fealautomotive.com](http://www.fealautomotive.com)

Organisé par / Avec le soutien de / Ambassadeur / Agence organisatrice

> *Dossier*

# BRASSERIES RÉGIONALES

# LE TROP- PLEIN ?

Après 30 années de déprise, et après 18 mois de crise sanitaire, le secteur de la bière a de nouveau le vent en poupe. Projets et investissements se multiplient. A telle enseigne que le trop plein menacerait même. Il faut plus que jamais se différencier. Le secteur cherche à restaurer une filière complète, du champ à la pinte.

TEXTES JULIE KIAVUÉ



A la brasserie Goudale à Arques, André Pecqueur investit à nouveau 30 M€ cette année. Au programme : de nouvelles cuves, installées fin mars, et une nouvelle ligne d'embouteillage attendue cet automne.

Quel est le point commun entre Le Singe Savant à Lille, Le Derby à Lens, la Brasserie de Vaucelles à Lille, Le Derby à Lens, la Brasserie de Vaucelles à Lille, Les Rues-des-Vignes, celle de Mai à Carvin, Tandem à Wambrechies, la brasserie Cambier à Croix ou encore la Brasserie des 4 Ecluses à Dunkerque ? Après 30 ans de reflux, tel le phœnix renaissant de ses cendres, ces brasseries incarnent le renouveau du marché de la bière. Depuis quelques années, ce dernier renoue en effet avec une croissance tirée par les brasseries et micro-brasseries qui naissent ou se développent sur le territoire régional. A chacun sa spécialité, son brassin, son histoire, pour assouvir la soif de consommateurs, devenus d'aussi fins connaisseurs que ceux du vin, en recherche constante de nouveautés et si possible en local.

Cette belle dynamique a toutefois été très secouée par la crise sanitaire et la perte de nombreux débouchés, du fait des fer-

metures de bars, hôtels et restaurants. L'année Covid laissera des traces (lire ci-après).

Aujourd'hui, quel est l'état du marché ? L'an dernier, au national, la bière aurait reculé d'au moins 10%, juge Maxime Costilhes, délégué général de Brasseurs de France. « *Une première depuis 2015 due à la fermeture du réseau CHR* », complète François Schotté, associé KPMG à Valenciennes. *A contrario*, la grande distribution a vu, sur la même période, ses ventes brassicoles bondir de 10 à 15%. « *Cela fait quelques années que ce réseau de distribution suit de très près la tendance en forte hausse du circuit court et du local* ». Avec notamment l'installation de leur propre cave à bières.

LA FILIÈRE PÈSE PLUS DE **1 300 EMPLOIS DIRECTS** (800 EN 2016) ET PLUS DE 13 000 EMPLOIS INDIRECTS



### Boom des vocations

L'engouement du consommateur pour les brasseries locales ne se dément pas, suscitant même un boom des vocations. En dix ans, le nombre de brasseries a plus que triplé : la deuxième région brassicole du pays après Grand Est compte à ce jour 170 brasseurs (sur les 2 300 de France), contre moins de 50 en 2010. +240% ! Dans les bars, chez les cavistes comme dans les rayons de grande distribution où les bouteilles s'entrechoquent, cette tendance est très visible.

Les références se multiplient, les projets artisanaux ou industriels aussi. Au point que certains s'interrogent sur la capacité du marché à absorber tous ces nouveaux entrants et les hausses de production. « *On trouve aujourd'hui une quinzaine de bières régionales en grande distribution, lorsqu'il n'y en avait que trois il y a sept ou huit ans* », confirme Nicolas Lescieux, cofondateur de L'Echappée Bière, agence lilloise de tourisme brassicole, née en 2014. « *Nous sommes très surpris du nombre de personnes qui veulent ouvrir leur brasserie. Ou du nombre de brasseries qui investissent pour doubler voire tripler leur production* ».

**39 BIÈRES** RÉGIONALES PRIMÉES AU SALON DE L'AGRICULTURE EN 2020

À l'instar de Moulins d'Ascq qui finalise ce mois-ci l'installation d'une nouvelle unité de 1 600 m<sup>2</sup>



à la Haute Borne, qui aura mobilisé 4,5 M€. De quoi permettre à la PME de plus que doubler ses capacités pour atteindre 22 000 hectos annuels.

« Il y a beaucoup trop de micro-brasseries en région. Demain, il y aura une sorte de sélection naturelle et les moins bons fermeront », anticipe André Pecqueur, patron des Brasseries de Saint-Omer et de la Goudale, lui-même engagé dans un programme d'investissements considérables de 180 M€ en cinq ans, digne de l'automobile (lire son interview p20-22). Une recette gagnante pour créer une logique d'automatisation et d'effet volume, pour développer ses bières sous marques distributeurs (dont il détient 70% du marché) et sa bière phare depuis le rachat il y a dix ans des Brasseries de Gayant, la Goudale.



La micro-brasserie Célestin s'est offert l'an dernier, en plein confinement, une nouvelle cave à bières rue Esquermoise à Lille pour doubler son espace de vente, composé aujourd'hui de 300 références. Parmi lesquelles on retrouve les bières qui font sa renommée (la Dix ou la Wal), mais aussi des bières moins connues brassées par des confrères régionaux.

**400 HL**  
PRODUCTION ANNUELLE  
MINIMALE POUR ATTEINDRE  
LE SEUIL DE RENTABILITÉ  
(SOURCE BRASSEURS DE FRANCE)

Le brasseur audomarois, qui pèse désormais 25% du marché national à lui seul, poursuit d'ailleurs ses investissements à marche forcée à Arques avec 30 M€ supplémentaires programmés cette année pour de nouvelles cuves (installées fin mars) et une nouvelle ligne d'embouteillage attendue cet automne.

#### 400 hl minimum pour la rentabilité

Mais quid des petits acteurs ? D'après le syndicat Brasseurs de France, les deux tiers des brasseries du pays peinent déjà à produire les 400 hectolitres nécessaires à la rentabilité. En raison notamment d'un outil de production insuffisant et/ou inadapté, observe François Schotté. « Brasser est un métier très artisanal aux moyens industriels. Il nécessite une stabilité rigoureuse du produit et donc des investissements lourds qui engagent pour 8 ans minimum. C'est toute la difficulté des micro-brasseries », dit-il.

« Est-ce que ça vaut vraiment le coup de se lancer avec seulement 20 K€ en poche, se verser un Smic ou moins pendant des années ? Je ne pense pas. Mieux vaut faire autre chose ! La pandémie nous l'a encore prouvé, le nerf de la guerre reste la trésorerie et la priorité l'investissement », lance Vincent Bogaert, patron de Page 24 à Aix-Noulette et président du syndicat Brasseurs Hauts-de-France.



« ON FAIT CLAIEMENT  
PARTIE DES GRANDS  
OUBLIÉS DE CETTE  
CRISE »

Vincent Bogaert

Pour autant le représentant des brasseurs régionaux reste positif avec un argument massif : « On ne consomme que 33 litres de bière par an et par habitant en France ». La lanterne rouge de l'Union Européenne.

## LA COVID MET LA FILIÈRE SOUS PRESSION

La Covid a chahuté le marché brassicole jusque dans les hautes sphères. Le numéro deux mondial de la bière industrielle Heineken a par exemple essuyé une perte nette de 204 M€ l'an dernier, et vu ses ventes dégringoler de 17% (23 Mds€). Conséquence, le brasseur néerlandais - qui avait déjà annoncé une restructuration en octobre dernier - prévoit la suppression de 8 000 postes dans le monde (sur un effectif total de 84 000), dont 85 en France. En région, la fermeture des bars, bistrotts et restaurants a également mis la filière sous haute pression. Au premier confinement, le gouvernement a débloqué une enveloppe pour combler une partie des coûts de destruction. 4,5 M€ pour la filière... nationale. « C'est à dire, rien ! On fait clairement partie des grands oubliés de cette crise », déplore le président des brasseurs locaux Vincent Bogaert. Depuis, aucun autre dispositif de soutien à la filière n'a été annoncé.

L'an dernier, pour s'en sortir, les brasseurs de la région se sont détournés des bières en fûts (dont la péremption est rapide) pour en vendre davantage en bouteilles. Les réseaux de distributions se sont réorganisés. Certains brasseurs se sont mis au numérique et au click & collect. D'autres à la vente chez les cavistes ou en grande distribution pour la première fois. Mais toutes ces initiatives n'ont pas suffi à minimiser les pertes de chiffre d'affaires estimées entre 20 et 50% pour 2020. Après une reprise rapide au printemps dernier, tous n'espèrent qu'une chose : éviter un énième reconfinement.



LES HAUTS-DE-FRANCE  
REPRÉSENTENT  
**33%**  
DE LA PRODUCTION  
FRANÇAISE



Ce mois-ci, Moulins d'Ascq finalise son installation dans sa nouvelle brasserie à la Haute Borne. Une unité flambant neuve de 1 600 m<sup>2</sup> qui va lui permettre de plus que doubler sa production annuelle et atteindre les 22 000 hectos.

© L'Éclairée Bière

# QUEL AVENIR POUR LES BIÈRES BIO ?

Si les bières « craft », autrement dit artisanales, se développent à vitesse grand V, parmi elles, les bières bio ont cependant bien du mal à peser dans la balance. Elles ne représentent qu'un peu moins d'1% du marché. Sans pour autant doucher les ambitions de certains brasseurs locaux. Certains ont pris le virage il y a plusieurs décennies. Comme la brasserie Moulins d'Ascq, installée à la Haute-Borne, qui fait le pari des bières bio depuis plus de 20 ans. Ou encore la Brasserie Castelain à Bénifontaine en lançant elle aussi sa gamme bio à travers la marque Jade au milieu des années 80, après la Ch'ti, sa bière phare.

Les bières bio, dont la pionnière la Jade de la Brasserie Castelain (photo), ne représentent que 1% du marché.

Bien que la tendance du bio soit de plus en plus forte au fil des ans, brasser bio reste un sacré défi. « Le lancement a été difficile. C'était une vraie aventure utopiste au début, reconnaît Nicolas Castelain, Dg de la brasserie régionale éponyme. Les fournisseurs, les coopératives ou les malteurs spécialisés en matières premières bio étaient peu nombreux à l'époque ». Pourtant, c'est en région, dans l'Oise, que l'entreprise trouve un lot d'orge bio pour démarrer sa production. Lot qu'elle fait malter, jusqu'à ce jour, à Aire-sur-la-Lys. Aujourd'hui, 80% de l'orge qu'utilise la Brasserie Castelain est française, dont 30% produites sur nos terres régionales. Malgré la croissance observée ces dernières années, la bière bio restera un marché de niche, estime Nicolas Castelain. « Si on fait du bio, c'est pour répondre à une attente précise des consommateurs qui recherchent dans les bières bio des particularités qu'ils ne trouvent pas ailleurs. Ça ne sert à rien de faire du bio par opportunisme. Dans notre brasserie, la Jade complète notre gamme de bières Ch'ti, Castelain et Cadette. Elle ne les remplacera jamais » ■



© 0010



« On peut encore augmenter notre production et accueillir de nouveaux acteurs », juge-t-il.

Comment ? Il faut bien sûr une bière de qualité, de l'innovation et de l'investissement. Mais aussi savoir se différencier, aller chercher le consommateur local.

C'est le credo de l'agence

L'Echappée Bière. Elle a grandi et étoffé son offre au même rythme que l'évolution du marché de la bière, autour d'une expérience : rencontrer, échanger, déguster, en rapprochant brasseurs et grand public. Pas un projet ne sort désormais sans proposer la visite des coulisses des brasseries.

« L'accueil complète l'expérience client. Et les gens sont de plus en plus demandeurs, explique Nicolas Lescieux. On milite aussi pour la vente en direct dans les brasseries, c'est l'avenir ! »

« Tout le monde doit s'y mettre, c'est essentiel. Les gens veulent aller voir la production, déguster, échanger. C'est un métier convivial », rajoute Vincent Bogaert. Selon lui, « il faudrait que l'on exploite davantage le concept de groupes *hub* façon *3 Brasseurs* (filiale de l'AFM, ndr) mais en plus artisanal. C'est très répandu aux Etats-Unis ou au Canada mais on est en retard en France ». L'avantage ? Moins de concurrence et une expérience client 360° ; visite, boutique, brasserie-restaurant, le tout *in situ*. « Dans un canton qui compte cinq brasseries, si vous êtes la seule à

**7,1 MILLIONS**  
D'HECTOS DE BIÈRES  
BRASSÉS EN RÉGION  
EN 2019 POUR PLUS  
DE 350 MARQUES

proposer la restauration dans votre établissement, vous créez un nouveau marché », estime Vincent Bogaert. C'est le pari de la *beer's factory* de Saint-André-lez-Lille Brique House depuis son ouverture en mars 2020 (lire ci-dessous).

Au-delà des initiatives individuelles, la filière régionale mériterait sans doute un volontarisme plus important : une Cité de la bière est en gestation depuis de nombreuses années avec le soutien de la Région. La production de houblon local, tombée à un niveau très faible, est aussi un enjeu important. Les Hauts-de-France ne comptent plus que sept houblonniers, produisant chaque année 45 tonnes sur 36 hectares, contre 250 hectares en 1985. Bien trop peu pour le marché régional. Résultat, 80% du houblon utilisé chez nous provient de Belgique, d'Allemagne voire ... des Etats-Unis ! Depuis 2019, les Chambres d'agriculture des Hauts-de-France poussent cette potentielle filière locale qu'elles jugent rentable, pour un investissement de l'exploitant de 90 K€ pour le premier hectare, et 18 K€ pour les suivants.

De quoi recréer une vraie filière verticale, du champ à la pinte, et jouer ainsi la carte de l'identité locale.

LA PRODUCTION FRANÇAISE  
A REPRÉSENTÉ PRÈS DE  
**21 MILLIONS**  
D'HECTOS EN 2020  
(+3% EN 1 AN)

# BRIQUE HOUSE MISE SUR LE MARIAGE BRASSERIE- RESTAURANT

Créée en mars 2020, dix jours avant le premier confinement, la *beer's factory* Brique House semble se jouer de la crise. Malgré les confinements successifs et la fermeture des bars, ses fondateurs Baptiste Dufosse et Joseph Timmermans sont déjà sur le point de dupliquer, à Lille et à Villeneuve d'Ascq, leur concept hybride de brasserie-restaurant, ouvert dans les anciennes halles de la filature à Saint-André-lez-Lille. « Ce n'est pas facile de se faire un nom sur ce marché, mais on est arrivé au bon moment, avec un lieu propice, raconte Baptiste Dufosse. On a eu beaucoup de doutes mais

on a maximisé les curseurs pour réussir. » Pari relevé. Les clients ont été toujours plus nombreux aux réouvertures de Brique House post-confinement.

Sa recette ? Sur un même site : une *taproom* (alliance entre une brasserie et un restaurant), exploitée en partenariat avec la trattoria lilloise Papà Raffaele, accolée à un outil de production spécialisé en bières artisanales, concoctées à base de houblon importé d'Australie ou encore des Etats-Unis. « Toute la différence », selon Baptiste.

Les deux jeunes brasseurs ouvriront Le Hein, une brasserie-estaminet « pas normale » à la cuisine du terroir « futuriste » et revisitée à Lille fin septembre, avant l'Heavy Tous & Slash Machines, une brasserie-rôtisserie à Villeneuve d'Ascq le mois suivant. En parallèle, les fondateurs de Brique House déménageront leurs cuves de brassage de Saint-André sur un nouveau site situé à Fretin. Avec l'ambition affichée de plus que doubler leur capacité de production.

D'ici fin 2021, Brique House vise un effectif d'une centaine de personnes, contre 42 aujourd'hui. Elle mise sur l'ouverture de 8 *taprooms* dans les cinq prochaines années, notamment dans les grandes capitales européennes frontalières ■



©Brique House



VOUS ÊTRE **UTILE**

Pour vivre demain dans des logements plus **écologiques**,  
il faut favoriser leur construction maintenant.

PRÊT **à** IMPACT

Des taux bonifiés pour les professionnels de l'immobilier  
qui développent des projets responsables.\*

Document à caractère publicitaire.

\* Sous réserve d'acceptation par la Caisse d'Épargne Hauts de France

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Eurallille - 383 000 892 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex. ALTMANN+PACREAU. Crédit photo : Getty Images. Septembre 2021



CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE 

## MOTTE-CORDONNIER RELANCE SON BRASSIN EN MODE START-UP



Trente après l'arrêt de sa production, la brasserie Motte-Cordonnier, l'une des plus anciennes de France, veut refaire briller son étoile, emblème de ses bières artisanales. La dixième génération de la famille a relancé le brassage il y a deux ans sur sa terre natale, Armentières. Le projet redémarre telle une jeune pousse sous l'égide d'Henry Motte, ex-chef de projets informatiques. Derrière lui, la famille bien sûr. Pas moins de 15 personnes « sans qui l'aventure n'aurait pas été la même », sourit le cofondateur. La société est pour l'heure basée dans la ruche d'entreprises d'Armentières. Sa production (800 hectolitres) est assurée chez deux « amis brasseurs » de la région. La brasserie Motte-Cordonnier s'installera dans ses propres locaux ce mois-ci, à proximité de la ruche, et sera inaugurée le 7 octobre. Elle produira cette année 1 000 hectos pour 300 K€ attendus de chiffre d'affaires. « Notre rêve ultime est évidemment de nous installer sur une partie du site historique ! », confie Henry Motte. Ce site de 15 ha accueillera entre autres plus de 400 logements de standing, un restaurant et un complexe de loisirs à horizon 2024 ■ J.K.

## LA BRASSERIE DE CLERCK SE DIFFERENCIE PAR LA FERMENTATION BASSE TEMPERATURE

Chez les De Clerck, la tradition du brassage ne se transmet pas uniquement de père en fils, depuis 1774. Débutée à Hondeghem dans les Flandres, l'aventure s'est poursuivie dans la Somme, à Péronne, en 1926. C'est là que les hommes de la famille ont entretenu le savoir-faire familial, jusqu'au décès de Michel De Clerck, en 2006. Sans hésitation, sa femme Eliane a poursuivi l'activité - particulièrement physique - continuant de produire les différentes gammes de bière, connues du grand public grâce à la Colvert, sa marque emblématique. Sa fille, Joséphine, l'a immédiatement rejointe, même si ses études au sein de la renommée école d'art Saint-Luc, près de Tournai, en Belgique, ne la prédestinaient pas vraiment à prendre le chemin de la cuverie.

L'année dernière, son petit frère, Pierre, a aussi sauté le pas, portant à cinq personnes l'effectif de la brasserie picarde. « J'ai grandi dans cet environnement, ce qui a facilité mon apprentissage. J'ai tenté ensuite de conserver une méthode d'élaboration traditionnelle, comme mes parents et grands-parents », souligne la quadra. La brasserie De Clerck est la seule à produire en région des bières

La Picardie est aussi terre de bière :

A Péronne, l'une des plus anciennes brasseries des Hauts-de-France entretient le savoir-faire de la bière de garde en basse fermentation.

de garde à fermentation basse. Originaire d'Europe de l'Est, cette méthode exige le maintien d'une température de 10° pour déclencher le processus de fermentation. Suivent les étapes de filtration et d'embouteillage. « On a gardé cette méthode pour se différencier. Elle apporte en effet finesse et moelleux à la bière », détaille Joséphine De Clerck. Sa gamme se compose d'une petite dizaine de bières, dont la Colvert et son emblématique canard, mais aussi la Fanette, la Blanche de Péronne, la Poppy, et les incontournables bières de Printemps et Noël, préparées avec des épices. Cette dernière recette, préparée bien en amont des agapes de fin d'année, représente 10% environ de la production annuelle (1 200 hectolitres au total), écoulee en GMS, chez les cavistes, mais aussi les jardineries et directement sur le site de production.

« C'est assez stable d'une année sur l'autre, même si le Covid nous a impactés à cause de la fermeture des cafés », indique la dirigeante ■ G.R.



DU 03 AU 05 DÉCEMBRE 2021 • LILLE GRAND PALAIS

# SALON MADE IN HAUTS-DE-FRANCE

DÉCOUVRIR LE MEILLEUR  
DE LA RÉGION

2<sup>ème</sup>  
EDITION

GASTRONOMIE • CRÉATEURS  
INNOVATION • DÉCOUVERTE...

UNE PRODUCTION

LA  
VOIX  
DU  
NORD

# ANDRÉ PECQUEUR

Patron des brasseries de Saint-Omer et Goudale

Recueilli par JULIE KIAVUÉ

**André Pecqueur est un de nos grands capitaines d'industrie régionaux. A la tête de l'ancienne brasserie familiale rachetée à Heineken, il a repris la Goudale il y a dix ans, devenue un immense succès commercial. Son regard sans fard sur l'évolution d'un secteur en pleine mutation.**

**Le marché de la bière est en pleine ébullition. Vous l'avez vu s'effondrer avant qu'il ne connaisse la croissance fulgurante actuelle. Comment l'expliquez-vous ?**

Les gens se mettent de plus en plus à la bière, notamment de spécialité. Il y a 50 ans, les bières étaient considérées comme une simple boisson, principalement de table. Aujourd'hui, les consommateurs deviennent de vrais connaisseurs du produit. Au niveau qualitatif, on est monté d'un cran, voire plus. Si bien que lorsque vous demandez à quelqu'un ce qu'il veut boire, si vous avez une bonne bière au frais, à 50% il choisira la bière plutôt qu'autre chose. Enfin, l'image de la bière s'est nettement améliorée ces dix dernières années. Avant, c'était un produit populaire. Désormais, il se hisse au même niveau que le vin ou le champagne. Et pour cela, on doit être fiers de nos bières régionales.

**Chaque année, l'offre est tou-**

**jours plus importante. Le nombre de brasseries ne cesse de croître, principalement en région. Quel regard portez-vous sur cette tendance ?**

Aujourd'hui, tout le monde ouvre sa micro-brasserie. Nous aussi nous avons démarré tout petit mais, pour moi, c'est un peu trop. Bien que ça ne nous fasse pas peur à titre personnel. Mais c'est trop ! Des brasseries se montent à tour de bras, avant de se casser la figure un ou deux ans plus tard, et ainsi de suite. C'est un peu sévère ce que je dis, mais c'est la réalité. Quand le consommateur se rend dans les supermarchés, il ne sait plus où donner de la tête tant il y a de bières différentes. Il est complètement perdu. Il y a des gens qui font de bonnes bières mais qui ne sont pas réguliers dans la qualité. Or, il faut que le produit soit bon tout le temps. Je pense que les petites brasseries, celles qui brassent 500 hectos, peuvent exister demain si elles trouvent le bon créneau, le bon produit et le vendent au bon prix... Encore faut-il qu'elles innovent et investissent. Mais investir dans ce métier coûte une fortune !

**L'investissement ne vous fait pas peur. 180 M€ rien que sur ces cinq dernières années. Est-ce une nécessité d'investir autant ?**

Pour continuer à vivre et répondre à la demande de plus en plus forte, oui. Quand on a racheté Gayant, il fallait la moderniser. C'est ce qu'on a fait. Tout en gardant les recettes artisanales. On y fait

**“Investir dans ce métier coûte une fortune !”**

très attention. Les bières de spécialité ont de l'avenir donc il faut investir dessus. Je le dis souvent, dans notre groupe, nous sommes des artisans aux moyens industriels.

**C'est aussi ce qui vous permet de maintenir des prix aussi accessibles...**

Exactement. On produit plus et plus vite. On brasse 24h/24h, donc on amortit plus vite que d'autres. Le prix de nos bières augmente un peu chaque année, sans que ce soit excessif. On l'explique par l'augmentation du prix des matières premières. Pour autant, il ne faut pas croire qu'on peut proposer des bières 10 ou 20% plus chères que les autres, sous prétexte qu'elles sont artisanales. Les consommateurs ne suivront pas. Ils seront prêts à mettre le juste prix si la qualité est au rendez-vous. Mais il faut savoir rester raisonnable et trouver

# UR

le bon équilibre. C'est ce que les nouveaux brasseurs - et les anciens aussi d'ailleurs - doivent faire pour survivre.

## **Vous avez racheté la brasserie de Gayant en 2010, devenue Goudale depuis. Pourquoi ?**

Goudale avait sa petite notoriété déjà à l'époque. Elle brassait 50 000 hectos. On y a cru, on s'est dit qu'il était possible de faire du bon boulot là-dedans. Alors on a beaucoup développé et on a embauché des commerciaux. Aujourd'hui, cette brasserie nous permet de proposer aux consommateurs et à nos clients toute une gamme de bières, complémentaire à celle de Saint-Omer. C'est une brasserie haut de gamme. Tandis que celle de Saint-Omer est davantage spécialisée dans les bières pils. Je pense que nous sommes les seuls en France à pouvoir proposer une cinquantaine de références. Nous avons la chance d'avoir un super maître brasseur qui est passionné et nous sort des nouveaux produits chaque année. Dans les bières de spécialité, il faut pouvoir sortir 2 ou 3 nouveautés par an, car les gens aiment changer et découvrir.

## **En parlant de Saint-Omer... Vous êtes redevenu indépendant depuis le rachat aux mains d'Heineken en 2008. Avez-vous des regrets ?**

Quand mes frères ont vendu cette brasserie à Heineken en 1996, j'ai toujours dit à Mr Heineken que je serai candidat à son rachat. Ça s'est fait 12 ans plus tard. Chez Heineken, tout est lourd car c'est tellement gros ! On ne parle pas le même langage. Cependant, j'ai vécu une très belle aventure à leurs côtés, j'ai appris beaucoup de choses. Et non, je n'ai aucun regret. Il ne faut jamais en avoir. Être indépendant est une chance. On



## &gt; Interview

peut prendre des décisions stratégiques en trois minutes, investir quand on veut, comme on veut et où on veut. On a toute l'agilité nécessaire pour décider au rythme de l'évolution du marché. Je dis toujours que notre seul patron, c'est le client. Contrairement à certains, on le dit et on l'applique !

### **Vous représentez 70% des marques distributeurs. Quelle est votre stratégie ?**

Vendre la maison, démarcher des clients... On a débuté il y a 35 ans comme négociant en vin et non comme brasseur. On a racheté la brasserie de Saint-Omer qui avait déposé le bilan. On s'est dit que si on faisait 300 000 hectos c'était déjà très bien ! Petit à petit, on a grimpé. Jusqu'à proposer un taux de service irréprochable. Au départ, j'étais le seul commercial. On en a une trentaine aujourd'hui. On a la rage de vaincre, la passion du métier et des êtres humains. Nos maîtres-mots sont le service et la qualité. Mais la réussite ne relève pas que de moi, c'est nous tous, avec les 750 salariés.

### **Quel est le secret de votre réussite ?**

Ne pas faire de plan. Vivre au jour le jour et quand le train passe on monte à bord. Quitte à prendre des risques. On ose entreprendre. On ose construire un bâtiment de 24 000 m<sup>2</sup> en pleine crise sanitaire (rire). C'est ça la vie d'un entrepreneur ! Combien de fois on m'a dit que j'étais complètement cinglé d'investir autant chaque année. Je l'ai toujours fait, même quand ça allait mal car j'estime qu'il y a toujours de l'avenir. Notre production est très importante. Mais dans notre tête, on reste tout petit. Beaucoup trop de gens ont cru qu'ils avaient réussi et ont été rachetés par la suite. J'ai été marqué par cela toute ma

180 M€ INVESTIS  
DEPUIS 2016

+5 MILLIONS  
D'HECTOS PRODUITS  
EN 2020

750 SALARIÉS

350 M€ DE CA  
CONSOLIDÉ POUR  
LES BRASSERIES  
ST-OMER ET GOUDALE

# “Notre secret ? Ne pas faire de plan.”

vie. Nous-mêmes nous avons racheté des entreprises qui étaient plus grosses que nous à l'époque.

Tous les jours on se dit qu'on est bon, mais qu'il faudra le rester dans cinq ans. Ma philosophie : ne jamais se reposer sur ses acquis et ne jamais croire qu'on est arrivé au sommet. Monter c'est dur, mais la descente peut être ultra rapide.

### **Quel est l'impact de la Covid sur votre activité ?**

On ne connaît pas la crise. Le groupe a battu des records puisque nous sommes à +43% de croissance entre 2020 et cette année. Les cafés ont malheureusement fermé et les gens ont davantage consommé à la maison. Nous vendons en grande partie dans les réseaux de grande distribution de France. Ce qui explique cela. On est bien classé car on investit tous les ans pour rester les numéros 1 en prix de revient et en qualité.

### **Investir pour produire plus, c'est une chose. Mais le faites-vous également pour être plus vertueux ?**

C'est vrai que l'activité brassicole est gourmande en énergie. Notamment en eau puisqu'il faut en moyenne 4 à 6 litres d'eau pour 1 litre de bière, selon les process. Saint-Omer et Goudale sont de grosses brasseries, donc on pollue beaucoup, c'est vrai aussi. Mais on y est très attentif. Chaque investissement est une occasion pour optimiser nos économies d'énergie et d'eau dans notre production. L'eau que nous utilisons par exemple provient de nos propres forages à Saint-Omer. Sur le nouveau site de Goudale, nous avons installé tout un système qui nous permet de fabriquer 1 litre de bière avec 3 litres d'eau, contre 9 litres auparavant. Nous possédons également notre propre station de traitement des eaux usées. Ainsi qu'une station de méthanisation, toujours à Arques, avec laquelle on produit du méthane qui est revendu et réinjecté dans le réseau local. On est en train d'en construire une seconde.

### **Autre sujet vertueux, la consigne. Pensez-vous qu'elle puisse avoir un avenir dans la filière brassicole ?**

Pour nous, cela relève du rêve ! Nous livrons toute la France. A notre échelle, c'est impossible et ingérable. Il nous faudrait au moins trois laveuses pour nettoyer les bouteilles, faire rouler des camions vides, acheter des caisses de transport, etc. En revanche, les petites brasseries qui livrent leurs bières dans un rayon de 20 ou 30 km autour de leur établissement peuvent éventuellement tenter de consigner des bouteilles. A voir. Là encore, c'est un investissement non négligeable.

Lorsque nous étions négociants en vin, nous étions très portés sur la consigne de bouteilles. Je me suis battu là-dessus car je trouvais que c'était bien de pouvoir les réutiliser. Mais à l'époque, l'Etat m'a dit que j'allais consommer de l'eau, faire rouler des camions et tout ce qui s'en suit, alors que les magasins ne voulaient plus de verre consigné. Ça m'a marqué jusqu'à présent. Quand je mets mes bouteilles en verre dans les benches de recyclage, je me dis que c'est bien dommage. Surtout au prix que ça coûte pour les fabriquer !

### **Où vous voyez-vous demain ?**

Dans un an, on sera un groupe de 800 personnes et on fera 5,5 millions d'hectolitres. A plus long terme, on se voit grandir encore un petit peu, mais gentiment. On prend tout ce qu'on peut prendre... mais on n'a pas besoin de devenir des monstres. Si on reste au stade actuel, ça nous irait aussi.

### **Et la filière, quel avenir lui projetez-vous ?**

Elle continuera à se développer. Il y a de l'avenir pour la bière. A condition de faire de la très bonne bière. On y revient, c'est la qualité qui nous sauvera sur un marché qui devient de plus en plus concurrentiel. Il faudra oser et vouloir investir. Toujours. Tout en faisant attention aux quarts de centimes. La région a tous les atouts pour réussir. Désormais, le Grand-Est n'est plus un problème ■



# » Harmonie Mutuelle, plus que jamais aux côtés des entreprises

Aujourd'hui plus que jamais, avec les impacts de la crise sanitaire, les entreprises jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les nouvelles fragilités dans les territoires et dans les parcours de travail et de vie. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle s'engage toujours plus fortement à leurs côtés, pour agir ensemble dans l'intérêt collectif et les accompagner dans la protection et le développement de leur potentiel humain.



« Cette année, Harmonie Mutuelle, première mutuelle de France, a choisi de devenir Entreprise Mutualiste à Mission, et de faire évoluer son organisation pour renforcer son ancrage territorial. Deux formidables opportunités d'accroître notre impact positif dans les Hauts-de-France, d'agir de concert avec d'autres acteurs – publics, économiques, associatifs... – tout aussi engagés que nous sur les sujets sociaux, sociétaux, environnementaux, et de construire ensemble des réponses aux grands enjeux actuels. »

Véronique Poty, Directrice Région Hauts-de-France, Harmonie Mutuelle.



## PROTÉGER VOS COLLABORATEURS, PREMIER NIVEAU DE BIEN-ÊTRE

Pour une entreprise, s'assurer que ses salariés et dirigeants se sentent en sécurité, protégés, sereins est une première étape fondamentale vers leur bien-être. Et la plus simple ! La complémentaire santé, métier cœur d'Harmonie Mutuelle, permet ainsi aux salariés et à leur famille

de ne pas renoncer à des soins pour des questions de budget et de bénéficier de services complémentaires (actions prévention santé, assistance...). Pour aller plus loin, l'entreprise peut mettre en place des solutions de prévoyance afin de couvrir ses salariés en cas d'arrêt de travail, d'invalidité, d'accident du quotidien, de dépendance ou de décès. Au-delà du domaine de la protection, l'entreprise peut ouvrir d'autres horizons à ses collaborateurs. L'épargne-retraite va dans ce sens. Parce qu'elle associe les salariés à sa réussite économique, elle constitue un outil efficace de motivation et de fidélisation. Cette solution est un véritable atout pour attirer des talents, tout en offrant de nombreux avantages financiers, sociaux et fiscaux.

## RENFORCER LE POTENTIEL HUMAIN, LEVIER DE PERFORMANCE

Pour s'adapter aux besoins évolutifs de leurs clients et rester compétitives, les entreprises sont contraintes de se transformer rapidement, et parfois de manière importante. Cela génère des tensions à tous les niveaux, avec des conséquences directes sur les personnes et la performance sociale et économique. Entrepreneur du

mieux vivre, résolument engagé pour la qualité de vie au travail (QVT), Harmonie Mutuelle propose aux entreprises son expertise en santé et prévention, sur les risques psychosociaux, l'employabilité et la gestion du capital santé. Elle a notamment déployé la solution « Harmonie Potentiel Humain™ », un diagnostic scientifique complet et concret pour mesurer et maximiser l'énergie des salariés. Cet outil innovant intègre un large éventail de solutions pour aider les entreprises à conjuguer performance sociale et économique, parmi lesquelles le programme « La santé gagne l'entreprise » ou sa démarche en faveur de la santé des dirigeants.

## CONSTRUIRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Parce qu'Harmonie Mutuelle entend agir à un niveau plus global, au-delà de l'entreprise elle-même, elle est devenue Entreprise Mutualiste à Mission le 6 juillet 2021. Sa raison d'être – « Agir sur les facteurs sociaux, environnementaux et économiques qui améliorent la santé des personnes autant que celle de la société en mobilisant la force des collectifs » – couvre de nombreux domaines d'intervention liés aux entreprises, comme le milieu ou les conditions

## Construire la société de demain, c'est aussi imaginer le futur de l'entreprise.

de travail. Construire la société de demain, c'est aussi imaginer le futur de l'entreprise. Harmonie Mutuelle met ainsi en place sur tous ses territoires des Lab' Entreprises pour permettre aux chefs d'entreprise et aux entrepreneurs d'échanger, de témoigner et de partager avec leurs pairs et des experts des solutions innovantes, solidaires et collectives. Enfin, construire demain, c'est semer les graines dès aujourd'hui. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle est engagée dans des fonds de soutien aux entreprises, à l'image du Fonds « Harmonie Mutuelle Emplois France », créé en 2020 pour accompagner durablement les entreprises cotées ou non (TPE, PME et ETI) dans la création et la sauvegarde des emplois dans les territoires.





## Bouygues décroche la cité administrative de Lille

La cité administrative du XXI<sup>e</sup> siècle prend forme à Lille. Le jury de ce projet majeur a tranché mi-juin en faveur du dossier présenté par Bouygues Bâtiment Nord Est, au détriment de Sogea Caroni et Rabot Dutilleul. L'actuel site, en face de Lille Grand Palais était devenu complètement obsolète. Bouygues Bâtiment Nord Est annonce un chantier à 107 M€. L'ensemble de 38 000 m<sup>2</sup> de plancher, qui s'inscrit dans une démarche globale de requalification urbaine de Lille Sud autour de la porte des Postes, se présentera sous la forme de 5 bâtiments en U aux ailes « gradinées », et reliés par une rue intérieure ponctuée de cafétérias. Dans le groupement Bouygues figurent notamment Valode & Pistre, Coldefy, Vp design, SLA, Berim ou encore ELAN. Une petite vingtaine de services de l'Etat y seront regroupés, parmi lesquels la DRAAF, la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, le rectorat, l'IGPN ou encore l'école nationale des finances publiques ou le CROUS. Au total, la nouvelle cité administrative est calibrée pour accueillir 2 000 agents.

## ArcelorMittal inaugure son Digital Lab à Dunkerque...

ArcelorMittal accélère sa progression dans le digital. Le sidérurgiste ouvre ce mois-ci son premier Digital Lab à proximité de son usine de Dunkerque, son plus grand site européen. Ce laboratoire de la sidérurgie 4.0 est dédié à l'innovation numérique dans l'industrie et à la transformation digitale d'ArcelorMittal. « *Le digital doit être vu comme LE levier d'amélioration de notre industrie* », estime Matthieu Jehl, nouveau Dg d'ArcelorMittal France. Ce nouvel espace de 2 700 m<sup>2</sup> doit permettre de mener des projets sur la sécurité au travail, l'énergie et l'environnement. Le digital Lab accueillera tout l'écosystème d'ArcelorMittal, avec ses partenaires industriels tels que Suez ou Engie mais aussi de grandes écoles (dont l'X) et des universités, et le monde des start up (telles Ultiwatt, optimisation énergétique, Immersion pour la réalité virtuelle et augmentée, ou encore EasyMile, véhicules autonomes). Le sidérurgiste utilisera aussi ce Lab pour sensibiliser et former ses salariés. Un second Digital Lab est programmé à l'automne, près de l'usine de Florange, autour des thématiques du big data, de la qualité et la maintenance.



## ... Et Orange son lab 5 G à Villeneuve d'Ascq

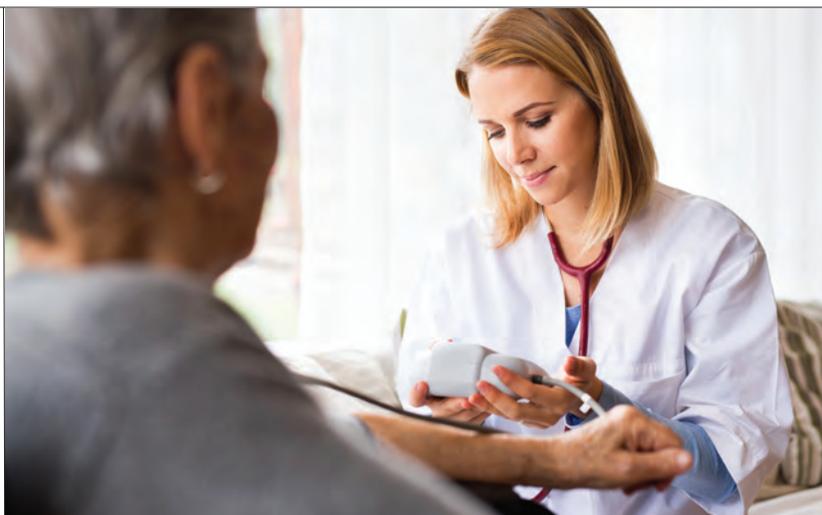
Dans le cadre du déploiement de la 5G sur la métropole lilloise, Orange lance un service à destination du monde économique. Le « Orange 5G Lab Lille Métropole », implanté dans le siège d'Orange près du stade Pierre Mauroy, se veut un dispositif d'accompagnement des acteurs économiques et innovants autour de la 5G. Objectif : « *permettre à tout l'écosystème économique et entrepreneurial régional de s'approprier les bénéfices de la 5G, pour imaginer et construire leurs offres et services de demain* », lance Fabienne Dulac, DGA d'Orange. Le lieu permettra aux start up, entreprises et collectivités de tester leurs solutions et services, réfléchir à de nouveaux usages, avec l'appui des experts maison. Orange annonce ainsi être à même de co-construire des solutions en allant même jusqu'au prototypage. L'opérateur a signé une convention avec le CITC dédié à l'Internet des objets, et l'IMT Lille Douai, pour permettre aux étudiants et professionnels d'utiliser cet espace. Il s'agit du sixième lab 5G d'Orange en France.

## L'aéroport lillois retrouve des couleurs



Ce n'est pas encore l'euphorie de 2019 avec ses presque 2,2 millions de passagers, mais l'aéroport de Lille-Lesquin reprend vie peu à peu après le trou d'air de 2020 à moins de 750 000 passagers. Le 1er juillet dernier, il a accueilli le vol inaugural d'une nouvelle compagnie, Binter, qui relie désormais la capitale des Flandres aux Canaries deux fois par semaine. Derrière cette

implantation symbolique (la première depuis l'arrivée du nouveau concessionnaire, Eiffage), l'infrastructure régionale remonte en puissance, avec une quarantaine (sans mauvais jeu de mots!) de destinations ouvertes cet été, et l'espoir de réouvertures de plusieurs pays dont l'Algérie, qui pèse à elle seule 10% du trafic habituel.



## Damartex conforte son pôle soin en rachetant Msanté

Le groupe roubaisien Damartex poursuit sa transformation « Transform To Accelerate - TIA 2.0 », en prenant 80% du capital du prestataire de santé à domicile Msanté à Granville (Manche). Spécialisé dans la perfusion et la nutrition, Msanté a été fondé en 2013 par Stéphane Freche, qui conserve le capital restant. La structure compte 3 agences à Caen, Nantes et Rennes, et gère 2000 patients à domicile, pour un chiffre d'affaires de 1,3 M€. Le pôle santé de Damartex est désormais constitué de 3 marques, Sédagyl (produits pour le maintien à domicile), Santéol, prestataire de santé à domicile en assistance respiratoire, et Msanté. Damartex vise une couverture globale du territoire français pour ces deux marques de manière distincte, soit par croissance organique avec de nouvelles agences, soit par acquisitions.

## Jouve cartonne aux USA, retombées à Lens

Le spécialiste de la gestion électronique des documents Jouve (1500 salariés) décroche un contrat majeur sur 10 ans outre-Atlantique d'une valeur de 1,4 md \$. Il s'agit d'un marché pour le secteur fédéral civil des Etats-Unis, pour traiter les données sensibles liées à l'attribution des brevets. De quoi porter Jouve au rang de numéro un mondial du process automation dans la propriété intellectuelle. Ce gros coup de booster conduit le groupe à se structurer au plus vite en recrutant 150 postes en France (sur Lens, Mayenne et Rennes), et 1000 prévus aux Etats-Unis.



## Acova investit 3 M€ dans son usine de l'Aisne

Le spécialiste des appareils de chauffage Acova, dont l'usine historique est basée à Vaux-Andigny (Aisne) a investi quelque 3 M€ dans l'optimisation de ses process, à commencer par la partie traitement de surface, avec l'adoption d'un procédé innovant d'autophorèse. Contrairement à la traditionnelle cataphorèse, ce traitement anticorrosion est beaucoup moins énergivore : la consommation d'eau peut être diminuée de 30%, les rejets d'eau de 70%, et les boues quasiment éliminées. En outre, elle assure une meilleure protection des produits, le traitement permettant d'atteindre les moindres recoins d'une pièce à géométrie complexe. L'investissement a par ailleurs concerné le four de cuisson, remplacé par un modèle à gaz dont le rendement optimisé réduira de moitié les consommations de gaz et d'électricité. Cette année, un nouvel investissement d'1 M€ est prévu pour la modernisation de la ligne de peinture. Acova, qui a fêté son centième anniversaire en 2020, emploie 178 salariés et réalise 40 M€ de chiffre d'affaires. La marque appartient au suisse Zehnder.



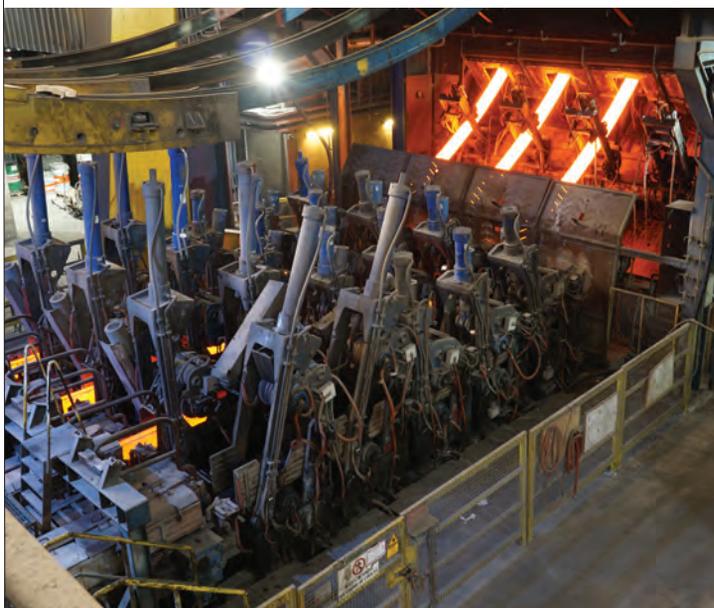
## L'anglais Usleep fait son lit à Dourges

La région continue d'attirer des investissements étrangers : cette fois, c'est le groupe britannique Belfield, spécialiste de l'ameublement, qui s'implante à Dourges (62). Il y reprend un site industriel de 12 000 m<sup>2</sup> pour y installer une usine de matelas destinés au marché du e-commerce. Belfield crée pour l'occasion une filiale dédiée, Usleep SAS, qui va investir 2,8 M€ dans cette opération qui doit générer 70 emplois sur trois ans. L'usine devrait entrer en service dès novembre pour produire « des matelas haut de gamme à technologie avancée » destinés aux marchés français, allemand et du Benelux notamment. La communauté d'agglomération de Hénin-Carvin, la mairie de Dourges, la Région et Nord France Invest se sont largement mobilisés sur le dossier.

## Ascoval devient allemand

« Cette fois, c'est la bonne ! » Cédric Orban, emblématique patron de l'aciérie électrique Ascoval à Saint-Saulve, a commenté en ces termes le choix du tribunal de commerce de Paris de confier son unité ainsi que l'usine de rails d'Hayange aux mains de l'allemand Saarstahl, succédant à Liberty Steel, empêtré dans de graves difficultés financières. Un énième (et ultime?) épisode de cet incroyable feuilleton depuis le désengagement de Vallourec. Mais la cession s'est faite au prix d'un énorme abandon de créances de l'Etat, la Région et Valenciennes Métropole, de 55 M€, soit plus de 200 K€ par emploi sauvé...

L'intégration de l'usine nordiste à Saarstahl devrait lui ouvrir de nouveaux champs commerciaux au-delà du ferroviaire, à commencer par l'automobile et le bâtiment et lui assurer ainsi un avenir enfin solide.



## Vertbaudet change de mains

L'enseigne tourquennoise de mode et de puériculture accueille un nouvel actionnaire majoritaire. Le fonds d'investissement Alpha Private Equity, qui avait racheté Vertbaudet aux mains de Pinault Printemps La Redoute fin 2012, vient de céder la marque à un autre fonds, Equistone Partners Europe. Auprès de qui Vertbaudet se dit prête à concrétiser ses ambitions internationales et à poursuivre sa croissance déjà à l'œuvre (+8% en 2020, boostée par les ventes web). L'entreprise souhaite réaliser 40% de son chiffre d'affaires à l'export d'ici 5 ans, contre 25% aujourd'hui. Après les 300 M€ de ventes réalisées l'an dernier, Vertbaudet prévoit un chiffre d'affaires de 330 M€ cette année. En France, l'enseigne emploie 1 000 personnes, dont 300 au siège à Tourcoing, et dispose de 75 boutiques.



## Amazon livrera 200 emplois à Calais dès 2022

Cet automne, le géant de la vente en ligne Amazon débutera les travaux d'un entrepôt de stockage de courte durée sur la zone logistique de la Turquerie à Calais. Cette nouvelle agence de livraison, d'une superficie de 8 250 m<sup>2</sup> (dont 2 400 m<sup>2</sup> de bureaux), s'ajoute à celles d'Avion et de Sainghin-en-Mélantois. Elle permettra la création de 163 emplois directs et plus de 220 indirects. Mise en route attendue au printemps 2022.



# HORESTA

HAUTS-DE-FRANCE

12-14 SEPT 2021

LILLE GRAND PALAIS

SALON PROFESSIONNEL  
DE L'HÔTELLERIE, RESTAURATION  
ET MÉTIERS DE L'ALIMENTATION



ENTRÉE GRATUITE SUR | [horesta.hdf.fr](http://horesta.hdf.fr)



## Roubaix : Le campus Jean Arnault ouvre ses portes

Cet été, le Pdg du groupe LVMH Bernard Arnault a inauguré le campus Jean Arnault, un projet éducatif d'intérêt général, baptisé en hommage à son père et basé à Roubaix, sa terre natale. Il ouvre dans un lieu emblématique : les anciens locaux de Fériel, la société de BTP fondée en 1926 par le grand-père de Bernard Arnault. Fruit d'un partenariat entre LVMH, l'Edhec et L'Institut des Vocations pour l'Emploi (LIVE) présidé par Brigitte Macron, le nouveau campus accueillera dès ce mois-ci 250 étudiants de l'Edhec, des entrepreneurs de l'incubateur de start up de la business school et des adultes en chômage longue durée, accompagnés et formés par l'association LIVE.

## Numérique : Gravitee.io lève 9 M€

La société lilloise Gravitee, plateforme open source de gestion d'interface de programmation d'applications (API), a bouclé son premier tour de table à hauteur de 9 M€ auprès de deux investisseurs britanniques, AlbionVC et Oxx. Les fonds permettront à l'entreprise de renforcer ses équipes, pour accélérer son développement, notamment à l'international. Fondée en 2015 par quatre développeurs, Gravitee accompagne 80 clients dont des grands comptes, tels Auchan, à travers 20 pays. Boostée par la crise et la digitalisation massive des entreprises, la Pme emploie une soixantaine de personnes aujourd'hui... contre 15 en mars 2020.

# Préventica

LA PLATEFORME D'INFORMATION ET DE RENCONTRES POUR la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail



### LE RENDEZ-VOUS

pour une rencontre avec vos clients, prospects et partenaires

LILLE

28 > 30 SEPT.

345 exposants

180 conférences / ateliers

Animations, démos, startups

BADGE GRATUIT



### LES WEBINARS

WebiPrev', la nouvelle chaîne de webinaires consacrée à la qualité de vie au travail



### L'ANNUAIRE

EPrev', votre outil de recherche Interactif pour toutes les solutions de santé-sécurité au travail



### LE MAGAZINE

Actu, interviews, dossiers... EMag', la revue de presse de la prévention des risques professionnels

[www.preventica.com](http://www.preventica.com)

communica  
LILLE



# Symevad Quand la valorisation des déchets tourne au fiasco

La chambre régionale des comptes a produit un rapport alarmant sur le syndicat mixte d'élimination et de valorisation des déchets (Symevad) du Douaisis, d'Hénin-Carvin et d'Osartis-Marquion. Son usine ultra-moderne s'est révélée un gouffre.

« **L**es incertitudes qui pèsent sur l'équilibre financier sont tels que le modèle d'activité du syndicat pourrait être réexaminé, à terme », écrit la Chambre des comptes au terme d'un rapport accablant sur le Symevad. Ce syndicat mixte basé à Hénin-Beaumont est partagé entre trois agglos du Nord et du Pas-de-Calais. Créé fin 2006, il traite les déchets d'une population de 320 000 habitants, soit quelque 215 000 tonnes.

En 2016, le syndicat a mis en service, pour un investissement de 55 M€, une unité de technologie très innovante, inédite en France. Cette usine TVME (tri-valorisation-Matière Energie) produit à partir des déchets ménagers du méthane et du combustible solide de récupération (CSR). Problème : « Des incidents ont mis en évidence que le procédé utilisé n'était pas tout à fait au point », note la chambre des comptes. Résultat : seules 60 000 tonnes ont pu être traitées en 2019 et 68 500 l'an dernier, les tonnages résiduels étant envoyés vers d'autres unités, à la charge du prestataire. Les 20 000 encombrants ne peuvent quant à eux pas être traités. Au total, l'usine n'a produit que 50% du mé-

thane espéré... Beaucoup plus ennuyeux, l'usine n'a pas trouvé les débouchés espérés pour ses CSR, soit 32 500 tonnes par an qui devaient alimenter 3 cimenteries. Seule une cimenterie a confirmé, à hauteur de 6 000 tonnes. « Le reste de matière sèche potentiellement valorisable énergétiquement est enfoui ou incinéré, ce coût étant supporté par l'exploitant », décrit le rapport. Il a donc fallu relancer un marché d'exploitation, pour garantir la continuité du service, mais en modifiant fortement les conditions, de façon favorable au prestataire. Résultat : une augmentation des charges de 11,7 M€ entre 2019 et 2020 !

## Des comptes plombés

Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que la situation financière du syndicat ait tourné vinaigre. Les indicateurs sont « en dégradation continue » avec un excédent brut de fonctionnement (EBF, activité opérationnelle du syndicat) en régression constante (-30% entre 2015 et 2019) face à la progression des charges. L'épargne ? Elle ne permet plus de rembourser ne serait-ce que le capital de la dette, dont l'encours attei-

gnait 43,7 M€ en 2019. « Un tel niveau d'endettement est préoccupant (...), à plus forte raison dans un contexte de détérioration continue des équilibres financiers et du bouleversement financier attendu en 2020 », note le rapport. Car les conditions d'exploitation du TVME se sont durcies en 2020, entraînant une hausse des charges de plus de 60% à 26,6 M€.

Quid demain ? « La forte dégradation des indicateurs financiers en 2020 découle essentiellement d'une situation particulière à cet exercice, provenant de l'utilisation de recettes exceptionnelles issues de l'indemnité transactionnelle. Cette situation n'a pas pour vocation à être pérennisée et le niveau de contribution des intercommunalités sera relevé dès 2021 », répond à la Chambre le nouveau président du Symevad Christian Musial. Le syndicat espère aussi négocier des conditions plus favorables lors du renouvellement du marché en 2022 et optimiser le coût de fonctionnement du TVME d'ici à 2025. Interrogé par Eco121, le syndicat n'a pas donné suite.

« Le déséquilibre financier du Symevad est tel que la continuité de ses activités pourrait être menacée », s'alarment les magistrats. La situation est d'autant plus délicate avec la nouvelle réglementation sur la consigne de tri. Le Symevad n'aurait pas la capacité d'assumer les investissements nécessaires, laisse entendre la chambre des comptes ■

Olivier Ducuing

## Sidérurgie : Affival accroît ses capacités de 10%

**Solesmes.** Le leader mondial du fil fourré pour la sidérurgie investit 1,3 M€ pour accroître sa production annuelle de 2 000 tonnes.

« La demande sous-jacente est extrêmement forte. L'industrie sidérurgique va bien, voire très bien, avec de très bonnes perspectives pour les années à venir. Nos usines tournent aujourd'hui à plein quasiment 7 jours sur 7 ». Franck Delavaquerie (photo), dirigeant d'Affival, entend bien tirer profit de cette conjoncture favorable dans un secteur connu pour ses cycles longs.

Affival, dont le siège est à Solesmes, non loin de Cambrai, est une ancienne filiale de Vallourec, qui a pris son indépendance il y a quarante ans. Elle est devenue au fil des ans le leader mondial du fil fourré, un dispositif qui vient purifier l'acier en sortie de hauts fourneaux (lire ci-contre). Avec 20 000 tonnes de fil produites dans l'usine mère de Solesmes, et autant dans ses autres usines (Japon, États-Unis, Mexique, Russie notamment), Affival est donc quasiment à plein régime et veut hisser le curseur. Le

fonds d'investissement américain actionnaire depuis deux ans, Speyside Equity, a donné son vert pour doter l'usine nordiste d'une nouvelle ligne de 2 000 tonnes, soit un ajout de 10% de capacité au site. L'entreprise a candidaté au plan

France Relance pour obtenir un coup de pouce de l'Etat. L'investissement, qui doit être finalisé en fin d'année, atteint 1,3 M€ et devrait permettre de créer une dizaine d'emplois, portant l'effectif du site à 170 personnes. L'usine française dessert non seulement l'Hexagone mais aussi le Moyen Orient, le Canada, l'Europe ainsi que quelques clients au Japon (qui demandent le made in France) et en Amé-



rique du sud. Les autres unités d'Affival, plus modestes, vont aussi bénéficier d'investissements de production. Le groupe est par ailleurs directement concerné par les très fortes hausses de cours sur les matières premières (l'acier coûtait 600 € la tonne en début d'année, 1 600 € en juillet). Ce qui explique en partie la progression très forte du chiffre d'affaires (une autre partie provient des volumes), qui va passer à 100 M€ cette année pour Affival France, et à 220 M€ pour l'ensemble du groupe ■ **O.D.**

### Le fil fourré, quesaco ?

Inventé par Affival, et protégé par de nombreux brevets, le fil fourré est un câble imprégné de différents ingrédients chimiques qui, en se libérant lors de la fusion à 1600°, vont nettoyer l'acier de ses oxydes et autres scories. On y trouve par exemple du calcium, du soufre ou de l'aluminium, au total une soixantaine d'éléments chimiques différents. Affival développe constamment de nouveaux produits. Les bobines de fil fourré s'étendent sur 3 à 4 kilomètres de longueur et peuvent peser jusqu'à 4 tonnes l'unité.

## Bientôt une unité de pneus recyclés sur l'ex-site Bridgestone

**Béthune.** Porté par Mobivia et le fabricant ligérien de pneus reconditionnés Black-Star, le projet doit créer 200 emplois d'ici 2025.

La réindustrialisation de l'ancien site Bridgestone à Béthune passe la première. Le leader européen de l'entretien auto Mobivia (Norauto, Mi-



das et Carter-Cash) et Black-Star, spécialisée dans la fabrication de pneus recyclés dans la Loire, annoncent la création d'une unité de collecte, de tri et de reconditionnement de pneus tourisme. Avant d'être recyclés, les pneus seront collectés dans les centres d'entretien de Mobivia. « Chaque pneu reconditionné permet d'économiser 80% de matière, soit 9 kg de gomme et d'acier », précise Mobivia et Black-Star dans un communiqué. L'activité devrait commencer début 2022 avec une cinquantaine d'emplois « compatibles majoritairement avec les compétences des anciens salariés de l'usine Bridgestone ». Et 200 emplois à horizon 2025. « Le but est de compenser un maximum les emplois détruits par la fermeture de l'usine Bridgestone », indique le ministère de l'Industrie.

L'unité de reconditionnement, qui né-

cessitera 5 M€ d'investissements, occupera à elle seule un quart de la surface de l'ancienne usine Bridgestone, pour traiter 4 millions de pneus usagés par an. Elle constitue la première étape dans la création du futur Pôle industriel Multi-Technologies, porté par SIG (groupe Log's), nouveau propriétaire du site industriel acquis aux mains de Bridgestone. SIG réaménagera d'autres parcelles pour accueillir de nouveaux projets de réindustrialisation.

A travers la signature d'une convention de revitalisation début juin, le géant japonais s'est engagé à verser 16 M€, soit « trois fois plus que l'obligation légale », pour favoriser l'implantation de nouvelles activités et la création d'emplois locaux. Avant sa fermeture en avril dernier, Bridgestone Béthune employait plus de 800 personnes ■ **J.K.**

# Minafin ouvre (encore) son capital et investit massivement



**Beuvry-la-Forêt.** C'est sur l'unité historique qui a lancé le groupe en 2004 que Minafin va investir massivement. Soit 70 à 80 M€ en dix ans pour remettre à neuf ce site de chimie fine.

« **A**u fil du temps, le groupe prend de la valeur, les montants à un chiffre sont devenus à deux puis à trois chiffres. Cela nécessite de faire entrer des actionnaires qui ont la surface financière ». Frédéric Gauchet, président fondateur du groupe de chimie fine Minafin, explique ainsi la dernière ouverture de capital menée en début d'été. Le fonds d'investissement américain Quilvest Capital Partners entre au tour de table du fabricant de principes actifs et d'intermédiaires pharmaceutiques pour un montant non précisé. Les autres actionnaires, à commencer par Crédit Mutuel Equity, entré dès 2004, mais aussi IRD Entrepreneurs, réinvestissent ou demeurent à bord, exception faite du fonds Andera Partners. A l'occasion, Frédéric Gauchet et sa famille confortent leur position majoritaire autour de 60% des parts. Le nombre de collaborateurs au capital est parallèlement accru, soit désormais une qua-

rantaine de salariés actionnaires. L'arrivée de Quilvest intervient dans une phase de croissance continue de l'industriel nordiste, de l'ordre de 10% l'an. Né en 2004 de la reprise d'une unité de chimie à Beuvry-la-Forêt, le groupe s'est construit par acquisitions et par croissance organique. Il profite à plein du mouvement d'externalisation des laboratoires pharmaceutiques mais aussi de la multiplication des développements de médicaments innovants. Minafin a réalisé un chiffre d'affaires de 243 M€ l'an dernier, dont 58% pour sa seule division de chimie pharmaceutique Minakem (au côté de Minasolve et Minagro). Il compte plus de 900 salariés dont la moitié en France répartis entre Beuvry-la-Forêt et Dunkerque, le reste aux Etats-Unis, à Leuna (Allemagne), et Louvain-la-Neuve (Belgique).

**Rénovation complète de Beuvry**  
L'arrivée de Quilvest doit permettre au

groupe de mettre à profit l'importance de son réseau aux Etats-Unis pour accélérer. Mais en parallèle, Minafin poursuit un rythme d'investissement élevé, clé de sa croissance. Sur son site historique de Beuvry-la-Forêt, qui va d'ailleurs fêter prochainement son centième anniversaire, le groupe de Frédéric Gauchet entreprend une « *cure de jouvence* » pour le rénover intégralement sur une période de dix ans. Il est prévu d'investir 70 à 80 M€ dont deux premières tranches totalisant 40 M€. Les installations de la première phase, de 26 M€, devraient être mises en service début 2023. Ce projet est candidat au programme d'appui à l'industrie France Relance. Il permettrait la création d'une vingtaine de postes sur ce site qui emploie déjà 160 personnes. Objectifs annoncés : répondre aux demandes des clients en principes actifs, « *dans le respect des règles de qualité les plus strictes* », réduire les émissions, maîtriser l'empreinte carbone. Ce grand chantier est d'autant plus important que l'unité de Beuvry est devenue au fil du temps la plateforme de lancement de nouveaux produits pour les clients de Minafin.

■ Olivier Ducuing

# L'ex-usine Ajinomoto va injecter 70 M€

**Amiens.** Le spécialiste de la chimie verte METabolic Explorer boucle un tour de table de plus de 56 M€ pour industrialiser ses technologies innovantes. Avec un gros programme quadriannuel pour son usine picarde.

**P**our METabolic Explorer (Metex), spécialisé dans la production d'éléments alternatifs pour les secteurs de la cosmétique ou de l'alimentation animale, l'heure du démarrage industriel a enfin sonné. L'entreprise, qui a acquis, en avril dernier, pour 15 M€ l'usine Ajinomoto d'Amiens, la seule en Europe à fabriquer des

acides aminés par fermentation, vient de boucler un important tour de table de 56,6M€. Principal acteur de cette levée: SPI, le fonds géré par Bpifrance, qui avec 46,5 M€, devient l'actionnaire principal du holding, dont il détient désormais 26 %. Le solde est apporté par différents acteurs financiers dont le nom n'a pas été dévoilé.

## Un incendie à 28M€

Avec cette opération, Metex entend accélérer son déploiement industriel. Le groupe vient en effet de débiter la commercialisation des premiers lots de propanediol (PDO), un composant naturel pour la cosmétique, et d'acide butyrique, destiné à l'alimentation animale, fabriqués sur son site de Carling-Saint-Avold (Moselle), dont la capacité avoisine 6 000 tonnes. Mais c'est avec son site d'Amiens que Metex entend passer à une tout autre échelle.

La capacité de l'usine approche déjà les 100 000 tonnes d'acides aminés. Le

groupe compte augmenter encore ces fabrications, tout en y développant de nouvelles spécialités, notamment l'acide glycolique, le PDO ou l'acide butyrique. Pour cela, Metex va injecter 70 M€ sur quatre ans dans l'usine qui, il y a quelques semaines, a dû faire face à un accident industriel d'ampleur. Une fuite de 170 mètres cubes d'acide chlorhydrique a entraîné un arrêt de la production. «L'impact financier du sinistre est à ce jour évalué par le groupe à environ 1 M€ de dommages matériels et coûts associés, 20 M€ de perte de chiffre d'affaires et 7 M€ de pertes d'exploitation liées à l'incident», a détaillé la direction du groupe dans un communiqué.

Malgré cet accident de démarrage, Metex ambitionne cette année, avec seulement huit mois d'exploitation du site amiénois, un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 170 M€ et présenter un EBITDA «proche de l'équilibre», selon le groupe. ■ G.R.



## RENAULT TRUCKS SELECTION

BIEN PLUS QU'UNE OCCASION

**(RE) DÉCOUVREZ CE LABEL QUALITÉ  
QUI VALORISE LES MEILLEURS  
VÉHICULES D'OCCASION**

Des tracteurs et porteurs prêts à partir, spécialement révisés et préparés, qui bénéficient d'une offre de services globale afin d'améliorer votre coût de détention.

**20 véhicules disponibles : des camions Euro 6,  
de moins de 5 ans, peu kilométrés, remis à neuf.**



Contactez Antoine Borrás : 06 03 91 71 16  
ou Léopold Coquidé : 06 71 13 11 80

Retrouvez plus d'informations sur [www.ets-coquide.fr](http://www.ets-coquide.fr)



ETABLISSEMENTS COQUIDE & CIE - Société par actions simplifiée au capital social de 10 000 000€ - Siège social ZA Artoipole, allée du Portugal 62060 Arras Cedex 9 - Tél : 03 21 23 47 45 - Siren : 641 920 368 RCS Arras - N° Siret : 641 920 368 000 82 - APE 4519Z - N°TVA FR37 641 920 368.



L'usine isarienne va porter sa capacité à 18 000 tracteurs / an.

# Beauvais, nouvelle "maison mondiale" de Massey Ferguson

**B**eauvais est-il en passe de devenir le futur «Autostadt», le temple de l'automobile allemand de Wolfsburg, des engins agricoles ? Les dernières annonces du groupe, en juillet, vont dans ce sens. Avec l'appui la communauté d'agglomération, le groupe a confirmé que 50 M€ seront prochainement investis sur le site, afin de réunir en un immense ensemble de 54 hectares les extensions réalisées autour de l'usine historique. Objectif : faire de Beauvais la « Maison Mondiale de Massey Ferguson », selon l'expression du groupe, en y installant un centre d'expérience client, ainsi qu'un campus dédié à l'innovation. «*Nous allons améliorer notre productivité et intégrer davantage de talents internationaux, sachant que 41 nationalités différentes sont déjà présentes parmi les 300 ingénieurs d'AGCO et les 90 de GIMA* », a détaillé, début juillet, Thierry Lhotte, vice-président d'Agco et directeur de l'usine.

Pour y parvenir, un chantier d'ampleur doit d'abord être mené. En 2019, pour sa dernière extension, le groupe avait acquis l'ex-usine Froneri, située de l'autre côté de l'avenue Blaise Pascal, un axe très emprunté de la ville (21 000 véhicules/jour). Par la force des choses, l'usine est donc littéralement coupée en deux, entraî-

**Oise.** Le tractoriste américain confirme son plan de développement pour son usine historique. Il va investir 50 M€ pour améliorer la productivité du site, lui donner plus de cohérence, et en faire l'un des plus innovants du secteur.

**Ce programme doit permettre au site d'accroître sa production de 3 000 tracteurs / an**

nant la mise en place de 150 navettes quotidiennes afin d'acheminer les pièces des centres de stockage aux lignes de montage. Pour résoudre cette difficulté, la collectivité va donc engager une dizaine de millions d'euros dans de nouveaux aménagements routiers, parmi lesquels un pont. La somme est à la hauteur du poids du tractoriste dans l'économie du territoire. Sa contribution aux finances locales, au seul titre de la cotisation foncière des entreprises (CFE), s'élève à près de 2,4 M€. Sans oublier le vivier de sous-traitants et fournisseurs que l'usine alimente et ses 2 500 salariés directs.

## Dix nouvelles gammes dans les deux ans

Au total, la marque au triangle a lancé pas moins de 18 nouvelles gammes ces six dernières années et en programme dix de plus d'ici deux ans. Reste à les vendre. Pour cela, le tractoriste s'inspire de ses homo-

logues de l'automobile. Un showroom moderne va être déployé sur le site, afin de doubler le nombre de visiteurs annuels, soit 20 000 espérés en moyenne. Un restaurant et une piste d'essai sont également au programme, non loin de l'atelier de personnalisation, une tendance de fond du secteur.

Côté production, le site se veut aussi à la pointe. En se dotant d'une des unités robotisées les plus «*modernes au monde* » selon le groupe, Agco a par exemple réinternalisé la production de tubes hydrauliques, jusqu'à présent sous-traités en Asie et en Europe. De même, la marque a généralisé les technologies d'impression 3D pour produire des protos, mais aussi de petites séries, complexes, ainsi que de pièces personnalisées. Avec ce programme, Agco Massey Ferguson estime pouvoir atteindre une production de 18 000 tracteurs par an, 3 000 de plus environ qu'aujourd'hui ■ **Guillaume Roussange**



©Sebastien Jarry

**L**es feux de pneus et la crise sociale sont désormais un mauvais souvenir. Carambar & Co devait terminer pour le 1er septembre le déménagement complet de ses cinq lignes de production de l'usine historique de Carambar, à Marcq-en-Barœul, sur son site de Bondues qui devient *ipso facto* le plus gros site de production de bonbons toutes technologies en France. Heureux épilogue donc d'abord pour l'usine Carambar, dont les 95 salariés de production ont trouvé autant d'offres de reclassement, suite à un accord signé par trois syndicats sur cinq en mars 2021. Au final, 25% ont choisi de partir en retraite, un autre quart a trouvé un emploi, tandis que l'autre moitié a rejoint le nouveau site.

Pour quoi faire ? Dans un contexte de concurrence exacerbée et de hausse des prix des matières premières, l'objectif de Carambar & Co est d'abord d'améliorer sa productivité. L'arrivée des 7 500 tonnes de volumes issus de l'usine Carambar (Carambar, Michoko, Gom's) va y contribuer, en portant mécaniquement le volume global produit à Bondues à 22 500 tonnes.

#### Le site de Bondues (au 1er septembre)

- 420 salariés
- Un centre de R & D
- Production : 22 500 tonnes en rythme annuel
- Capacité : 50 000 tonnes
- 30% de volumes à l'export, dans 50 pays

Mais la capacité globale est de plus du double, soit 50 000 tonnes ! « On a acheté à Mondelez quelques marques en 2017 puis Lutti en septembre 2018. Ces marques n'avaient pas été soutenues en magasins ni en innovation. L'usine de Marcq a perdu la moitié de ses volumes en dix ans », souligne Thierry Gaillard, président du groupe.

#### Déjà 52 pays

Résultat : le groupe dispose de marques belles mais affaiblies, de grosses capacités de production mais pas de volume. L'enjeu est donc de saturer l'outil, en faisant feu de tout bois. L'export ? Le groupe distribuait auprès d'une douzaine de pays en 2018, un chiffre déjà porté à 52, représentant 30% du chiffre d'affaires (340 M€ attendus en 2021). Avec un avantage important : le prix peut être positionné librement dans un pays neuf, en s'appuyant sur l'argument puissant du made in France. Le Moyen Orient, gros consommateur de bonbons mais où Carambar & Co est absent, fait partie des priorités géographiques.

L'innovation ? Le travail est mené depuis

**Bondues.** Le confiseur Carambar & Co a tourné la page des turbulences sociales pour accélérer sur sa seule usine nordiste. Au programme : productivité, nouveaux produits, export, et embauches.

## Réunifié, Carambar & Co appuie sur l'accélérateur

trois ans avec le centre de R & D de 15 personnes de Bondues dans plusieurs directions : la recyclabilité des sachets, les recettes, pour supprimer des ingrédients tels que la gélatine animale (Krema), l'huile de palme (Poulain) ou encore les arômes artificiels. Ainsi l'entreprise a-t-elle sorti une gamme Krema où la pectine de fruit a remplacé la gélatine, où les arômes de betterave ou de carottes se substituent aux arômes artificiels, et même avec un sachet en papier. Fin 2021, 85% des produits seront aromatisés de manière naturelle. « *Mais on y va progressivement* », explique Thierry Gaillard. Car la contrepartie est une hausse des coûts très substantielle – à laquelle s'ajoute la hausse des matières premières, bien difficile à repercuter dans les grandes surfaces. La seule issue est donc d'augmenter les volumes. « *C'est une triangulation très compliquée qui nous pousse à être extrêmement compétitifs* », défend le président du groupe. Ceci passe aussi par un important programme d'investissement de quelque 10 à 12 M€ d'ici au premier trimestre 2022 : la moitié pour parachever le déménagement, la moitié pour moderniser le site. Ce projet est candidat au plan France Relance

■ O.D.

&gt; Innovation

## MC2 Technologies repasse sous souveraineté et pavillon français

**Villeneuve d'Ascq.** Le spécialiste de l'hyperfréquence sort de son actionnariat chinois avec l'arrivée de Bpifrance et Andera Partners à son capital. De quoi lever les freins.

**R**adars et brouilleurs des drones indésirables, recherche d'objets cachés sous les vêtements, télécommunications sécurisées à très haut débit : on comprend que ces technologies à haut enjeu sécuritaire soient considérées comme stratégiques. Pour se développer sur ces marchés, avec autorisation de fabrication de systèmes de guerre, l'Etat français exigeait un actionnariat au moins européen chez MC2 Technologies, une pépite née d'un essaimage de l'Institut d'électronique lillois IEMN. Or depuis 2015, un homme d'affaires chinois, Zhang Ruodan en détenait la majorité. Il vient de la céder au duo Bpifrance et Andera Partners (ex Edmond de Rothschild Investment Partners), dans des conditions non précisées, mais pour un tour de table supérieur à 50 M€, selon le cofondateur

Nicolas Vellas, qui demeure actionnaire au côté de son associé Christophe Gaquière, comme lui docteur et professeur des universités en micro-électronique. MC2 Technologies, désormais à 100% français, représente un effectif de 67 salariés pour un chiffre d'affaires de 9 M€ en 2020, attendu entre 12 et 15 M€ cette année. « *La demande croît de plus en plus, en même temps que se développe la menace. Ce sont des technologies que nous développons avec les forces armées* », précise Paul Philippart, responsable marketing et communication.



La société consacre de 15 à 20% de son chiffre d'affaires à la recherche-développement et travaille notamment au lancement d'une nouvelle génération de radars de drones ultra-sensibles « *dans les prochains mois* », qui devrait lui assurer de gros succès commerciaux. A noter que la technologie anti-drones commerciaux est réservée aux seules entreprises étatiques mais n'est pas ouverte aux sociétés privées.

### 70 salariés en fin d'année

Autant dire que l'avenir de MC2 Technologies, désormais entièrement sous souveraineté française, paraît très prometteur. Anticipant ces fortes perspectives, la jeune société a du reste déménagé en janvier dernier. Sans quitter la Haute-Borne, elle s'est installée dans la zone dite Grand carré, sur 2500 m<sup>2</sup> avec une option sur 2500 m<sup>2</sup> supplémentaires. Les recrutements se multiplient déjà. Selon la feuille de route de MC2 Technologies, l'effectif devrait atteindre plus de 70 personnes en fin d'année. Les investissements devraient suivre mais la société n'a pas encore défini son programme ■ **O.D.**

## Siparex et BPI prennent la majorité de Speechi

**Lille.** Né en 2004, le spécialiste des écrans interactifs s'est toujours développé seul. Pour faire face à une très forte croissance, le dirigeant s'adosse à Siparex et BPI.

**3**5 à 40% de croissance annuelle, un effectif passé de 25 à 45 salariés en deux ans, des perspectives très prometteuses, une entreprise trop dépendante de son seul dirigeant : Thierry Klein, fondateur de Speechi en 2004, a jugé l'heure venue de céder son indépendance pour aller plus loin. L'entreprise est spécialisée dans les écrans interactifs, dont il est le leader français, grâce en particulier à un très grand confort d'écriture, mais aussi de multiples logiciels de prise de note, de post-it, de plans projet. Au total, Speechi a réalisé un chiffre d'affaires de 14 M€ l'an dernier et envisage le cap symbolique des 20 M€ dès 2021. Avec de fortes ambitions notamment hors des frontières, qui supposent des moyens importants. Siparex et BPI font donc leur entrée majoritaire au capital, dans des conditions tenues secrètes. On saura toutefois qu'une poignée de cadres est également accueillie à l'occasion au tour de table. L'entreprise réalise la moitié de ses

ventes dans l'univers scolaire, l'autre moitié dans l'univers de l'entreprise, et prépare depuis trois ans une diversification dans la formation au codage informatique pour les enfants. L'activité a été très entravée par la crise sanitaire mais constitue une piste importante pour l'avenir selon Thierry Klein. « *C'est encore en mode start-up. On apprend aux enfants à coder avec notre méthode, en leur faisant programmer un petit robot, pour en faire un jeu* ». Déjà une centaine d'écoles existent, via des partenaires.

Mais le gros enjeu des prochaines années sera d'abord l'international, où le potentiel est considérable. Speechi commence par la Suisse et la Belgique avant l'Italie et le Royaume-Uni notamment, mais lorgne aussi vers l'Amérique du Nord. « *Siparex a recruté quelqu'un il y a un an pour développer à l'international nos participations. Nous le mettrons à contribution !* », sourit Edouard Ribaute, directeur d'investissement chez Siparex.



L'arrivée majoritaire des deux investisseurs est aussi l'occasion pour Thierry Klein de préparer en douceur son futur départ, à une échéance encore floue. « *Mais je reste en charge durant quelques années* », insiste-t-il. Avec plusieurs sujets en haut de la pile, comme les pénuries de composants électroniques en Asie, qui perturbent le marché, mais aussi avec les difficultés de recrutement dans l'univers du développement numérique à Lille. Speechi pourrait atteindre 65 à 80 salariés dans les trois ans, estime son dirigeant ■ **O.D.**

**bpifrance**  
SERVIR L'AVENIR

ENTREPRENEURS,

# CONQUÉRIR C'EST GRANDIR



bpifrance inno generation

**7 OCTOBRE 2021**  
ACCOR ARENA - PARIS

#BIG2021  
BPIFRANCE.FR



RCS 507 503 676

Abonnez-vous en ligne  
sur [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr) !

1 AN  
**64,90€**

☎ INFOS 03 55 33 21 05



**Éco121**

## BULLETIN D'ABONNEMENT



Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue  
de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

**OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :**

- 1 an (10 n°) au prix de **64,90€**  
 2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

☎ **Abonnement multiple** : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque** : à l'ordre d'Ecopresse  
 **Par virement** : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ TÉL. \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

# McCain-Béthune veut une frite en parfaite condition

**Béthune.** Le géant mondial des produits surgelés à base de pomme de terre va injecter 17 M€ dans un nouvel atelier de conditionnement ultramoderne de son site béthunois.

« **C**e projet montre la confiance des investisseurs étrangers dans la France industrielle ». Agnès Pannier-Runacher, jeune ministre de l'industrie, est une habituée de notre région. Elle y est revenue le 24 août saluer un lourd programme d'investissement qu'engage le canadien McCain sur son usine de Béthune. Soit 17 M€ dans une transformation complète de son processus de conditionnement de frites surgelées : six lignes nouvelles seront installées dans un bâtiment neuf, d'ici à décembre 2022. Amélioration de l'ergonomie, sécurité, qualité, productivité, le projet doit apporter un sérieux coup de booster à l'activité frites, avec une capacité dopée de 15%. Les conditionnements iront de 500 grammes à 3 kilos, et seront plus adaptés aux attentes de la grande distribution, déclare le groupe. Le site vient en outre d'être certifié en production bio courant août et sera



désormais le seul en Europe à opérer ce type de fabrications.

Autre projet annoncé, le conditionnement de flocons déshydratés, transféré d'une usine belge du groupe, aux coûts de fabrication supérieurs. Cet investissement complémentaire de 1,9 M€ permettra de fabriquer 4 500 tonnes de sachets de 500 grammes à 5 kilos. Avec un intérêt co-

**McCain emploie 1100 salariés en France dont 227 à Béthune.**

rollaire : une production made in France.

Car l'enjeu est important pour l'industriel, pour qui la France est le premier marché, avec 32% de ses ventes, et une part de marché enviable de 40%. Ce qui lui permet d'affirmer qu'une frite surgelée sur trois consommée en France est une McCain. Cette exposition justifie aussi un niveau d'investissement considérable dans l'Hexagone : « Depuis cinq ans, McCain a investi 125 M€ dans ses trois usines en France », confirme Erwan Pardon, directeur général de McCain Europe, qui entend bien poursuivre le rythme, et consolider sa place de leader. « On va continuer à investir pour accélérer la transformation vers une production plus moderne et très durable », déclare-t-il. Objectif annoncé par le groupe à l'échelle mondiale : réduire ses émissions de CO2 de moitié d'ici à 2030 ■ O.D.

ECO121, LE MENSUEL RÉFÉRENT QUI DÉVELOPPE TOUTE L'ÉCONOMIE DES HAUTS-DE-FRANCE EN 10 NUMÉROS PAR AN



Vous êtes acteur de l'économie locale des Hauts-de-France ?

VOUS SOUHAITEZ COMMUNIQUER ? DÉCOUVREZ NOS SOLUTIONS DIGITALES ET PRINT ET TOUCHEZ PLUS DE 60 000 LECTEURS !



CONTACT  
03 20 78 42 34  
contact@lavoixmedias.com

LA VOIX  
MÉDIAS

LE VILLAGE BY CA

# CONNECTER TOUS LES ACTEURS DU CHANGEMENT



## START-UP, PME ET GRAND GROUPE.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT  
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

LE  
VILLAGE  
by  
CA  
NORD DE FRANCE

CA  
NORD DE FRANCE  
ENTREPRISES

## &gt; Ressources humaines

L'entreprise nordiste de fournitures s'associe à Pôle Emploi Valenciennes pour innover dans ses recrutements. Cette année, 25 personnes intégreront son centre de relation clients... depuis leur domicile.



**S**alomé et Samantha ont un point commun. Outre le fait d'être mères de famille, les deux jeunes femmes viennent d'être recrutées par le groupe familial nordiste Lyreco. Leur particularité ? Elles rejoignent les 200 salariés du centre de relation clients, au siège du groupe à Marly, et mèneront leur mission exclusivement à distance. Elles font partie d'un programme de recrutements inédit en faveur des personnes éloignées de l'emploi lancé par Lyreco, au côté de Pôle Emploi Valenciennes.

Cette année, 25 salariés renforceront ainsi le service clients du groupe depuis leur domicile. Âgés entre 25 et 59 ans, ils ont été sélectionnés pour leur profil « dont les contraintes personnelles liées au handicap ou à la garde d'enfant compliquaient l'embauche en présentiel ».

#### Sans CV, sans pré-requis et formés à distance

Pôle Emploi Valenciennes, chargé des premières sélections, a reçu une quarantaine de candidatures pour les postes de conseillers commerciaux chez Lyreco. L'agence a retenu les meilleurs profils à l'issue d'un travail mené sur les compétences plutôt que les CV, et sur le savoir-être plutôt que l'expérience professionnelle. « Nous voulions des candidats motivés, avec une appétence pour l'outil informatique et intéressés par le temps partiel et le télétravail », détaille le directeur de Pôle Emploi Valenciennes Mickaël Bestelle.

Les nouveaux salariés ont passé des tests de logique, d'expression écrite et d'orthographe. Puis, ont suivi à distance une formation de 200 heures, animée par un manager de Lyreco. Pour assurer leur mission, l'entreprise leur a fourni tout l'équipement in-

# Lyreco teste une vague de recrutement en 100% télétravail

« Les nouveaux contrats en 100% télétravail sont une opportunité pour le groupe d'être plus agile »,

Eric Avril,  
Dg France Lyreco

formatique nécessaire. Embauchés en CDD pour 6 mois, « ces nouveaux collaborateurs seront prolongés en CDI dès 2022...si tout se passe bien », indique Arméline Joly, responsable "acquisition de talents" au sein de la direction RH.

Recrutés à temps partiel, ils travaillent tous les jours de la semaine, de 10h à 12h et de 14h à 16h. Plages horaires durant lesquelles le service clients enregistre un pic d'activité de plus de 30%, explique le Dg France de Lyreco Eric Avril.

#### Salariés à part entière

« Vu comme ça, le télétravail peut faire

peur, reconnaît Samantha, 25 ans. Mais nous avons rencontré tous les salariés de Marly et nous avons été très bien intégrés ». Les télétravailleurs seront régulièrement invités au siège de Lyreco pour les événements et les réunions d'équipes. Ils bénéficieront des mêmes avantages que les 850 autres collaborateurs de Marly. Au total, le groupe emploie 2 000 personnes en France (10 000 dans le monde) pour 450 M€ de chiffre d'affaires.

« Cette façon de travailler est nouvelle pour eux mais aussi pour nous, souligne Arméline Joly. Accueillir ces nouveaux collaborateurs en télétravail nous a demandé une vraie adaptation managériale ». Un management que Lyreco a pu expérimenter l'an dernier, pour la première fois, lors des confinements. Désormais, tous les postes « télétravaillables » peuvent allier s'ils le souhaitent présentiel et distanciel.

« Les nouveaux contrats en 100% télétravail sont une opportunité pour le groupe d'être plus agile et plus actif à l'avenir, estime Eric Avril. C'est une initiative gagnant-gagnant ». Le dirigeant se dit d'ores et déjà prêt à renouveler l'expérience ■ Julie Kiavué



# Proche.

Éco121 est le magazine de l'info éco des Hauts-de-France et de ses acteurs. Un journal 100 % régional au contenu 100 % régional.

Abonnez-vous en ligne  
sur [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

64,90€  
PAR AN



## Éco121

Le magazine des décideurs économiques des Hauts-de-France

En kiosque : 6,90 €

L'Agirc-Arco est un organisme de retraite complémentaire. Mais pas seulement. A Lille siège son association nationale Espace Emploi, qui appuie le retour à l'emploi des plus fragiles, avec succès.

« **N**otre axe stratégique est de soutenir le retour à l'emploi des plus fragiles ». Alice Chambre (photo) est la directrice de l'association Espace Emploi Agirc-Arco. Une structure nationale mais basée à Lille, qui dépend des organismes de retraite complémentaire. Assez méconnue, elle œuvre pourtant activement à la remise à l'emploi des chômeurs de longue durée. Seul critère d'éligibilité : il faut avoir cotisé au régime Agirc. Environ la moitié des publics accompagnés par l'association a plus de 50 ans. Problème : « ces personnes ont souvent un parcours correct, un ou plusieurs diplômes, une situation financière personnelle pas catastrophique, et du coup ne sont pas considérées comme prioritaires par le service public de l'emploi, et se retrouvent parfois comme des invisibles », souligne Alice Chambre.



# Agirc-Arco s'attaque à l'emploi des seniors

« L'âge est en outre un facteur d'inquiétude très présent, qui pèse sur la confiance en soi, en ses compétences », pointe Patricia Créhange, conseillère en insertion professionnelle à Nantes, l'une des 13 cellules d'accompagnement en France. Autre difficulté, les entreprises peuvent être rebutées par les prétentions salariales des quinquas. Le dispositif déployé s'étend sur quatre mois – voire moins si le retour à l'emploi est plus rapide, ce qui arrive. Il démarre par un rendez-vous diagnostique avec un conseiller. « Car il y a parfois des freins périphériques à lever ». Une réunion d'information collective suit : les personnes doivent accepter d'être accompagnées au rythme de deux rendez-vous par semaine, et à partager un parcours d'atelier de technique de recherche d'emploi : lettre de motivation, CV bien sûr, mais aussi le compte LinkedIn et le développement de son réseau. Des ateliers facultatifs de développement personnel sont également proposés sur la confiance en soi, la sophrologie, la psychologie du travail, par exemple. « Déjà au bout de 15 jours, on voit que l'expression de la personne est différente, elle est plus détendue, il y a une dynamique de groupe, les personnes s'échangent des conseils », rapporte Pa-

tricia Créhange, qui reconnaît aussi des phases parfois difficiles : « il y a aussi des pics descendants ».

## Rapport parlementaire

Le dispositif s'appuie largement sur le réseautage, les contacts avec les entreprises, mais aussi une équipe de bénévoles – souvent d'anciens managers. Et bien sûr en lien étroit avec l'écosystème : Pôle Emploi, l'Apec, Connexio, par exemple, mais aussi en articulation avec un autre dispositif de l'Agirc-Arco, baptisé Equation Emploi, pour des personnes en plus grande difficulté, pour qui le but n'est pas la remise à l'emploi mais plutôt « la remise en dynamique ». Le taux de succès de l'Espace Emploi est plutôt enviable puisque dans les Hauts-de-France, 59% des personnes accompagnées trouvent une solution d'emploi, sur une population d'environ 300 à 350 personnes par an.

« C'est lié au fait qu'on est dans la sur-mesure », estime Alice Chambre, pour qui « cela peut monter en potentiel, en favorisant le déploiement du dispositif à une plus petite échelle, en se rapprochant des départements et des communes, par exemple ».

L'Espace Emploi Agirc-Arco pourrait aussi servir de base à une amplification nationale d'un schéma vertueux. C'est dans ce sens qu'une mission parlementaire transpartisane sur l'emploi des seniors est venue à Lille visiter l'association (photo), en vue d'un rapport qui doit être remis le 14 septembre. A suivre ■ O.D.

“On est dans le sur-mesure”  
ALICE CHAMBRE

Après 22 ans de grands groupes, l'ex patron régional de Demathieu Bard rachète une entreprise de rénovation de logements individuels à Douai.

**E**n cette fin juillet, la langueur gagne la vie économique. Pas chez AFL à Douai. L'entreprise de rénovation de logements semble une fourmilière où le nouveau patron est lui-même au four et au moulin. Il faut dire que Laurent Neveu, 45 ans, a finalisé l'acquisition de cette entreprise le 30 juin seulement. Et que l'activité est particulièrement porteuse. En cinq ans, AFL a doublé de taille pour atteindre 42 salariés et 7 M€ de chiffre d'affaires.

Laurent Neveu n'est pas un béotien dans l'univers du BTP. Ce Lorrain, ingénieur de formation, a passé jusqu'ici toute sa carrière dans le secteur, dans de grands groupes. Chez Bouygues, d'abord, où il gravira bien des échelons en huit ans, pour passer de conducteur de travaux à directeur de filiale, et où il s'occupera de beaux chantiers comme la ligne LGV Est, un viaduc autoroutier en Allemagne ou encore la nouvelle halle de la gare Saint-Charles à Marseille. Après un court séjour chez Vinci, il est recruté par Rabot Dutilleul pour démarrer une agence régionale à Nancy. Avant de rejoindre Demathieu Bard en 2013 comme directeur régional. « *J'ai toujours été le patron de l'endroit où j'étais* », raconte cet indépendant chevronné qui voit dans cette reprise la suite logique d'un esprit intrapreneur et de développeur.

Indépendant mais pas solitaire : déjà dans ses différentes fonctions, il pratiquait assidument les clubs APM, source d'inspiration pour lui. Pour l'acquisition d'AFL, il s'est formé avec le module reprise d'entreprises du CRA (Cédants et Repreneurs d'Affaires) de Paris. Et a obtenu le soutien de plusieurs structures comme le Réseau Entreprendre Hainaut ou Douais Initiative, dont il vante la rapidité, BPIFrance et même Total Développement, sans parler de la dette bancaire contractée auprès de l'Ecureuil. Après avoir étudié l'idée d'un accompagnement en capital, il a réussi à boucler seul le projet. « *Mais je suis convaincu que dans les années à ve-*



## Laurent Neveu reprend AFL à Douai

*nir, j'aurai l'envie et le besoin d'avoir un fonds à mes côtés pour un développement ou une acquisition* », nuance le dirigeant qui compte aussi prendre ses marques dans son nouvel écosystème douaisien.

### « Acteur complet de la rénovation »

AFL est une belle entreprise récente, créée en 2009 par deux anciens policiers, et qui s'est fait un nom dans son domaine autour de trois métiers : l'isolation, la toiture et les solutions de chauffage et de rafraîchissement, opérés essentiellement dans l'ex-Nord-Pas-de-Calais. En homme de méthode, Laurent Neveu ne veut pas brûler les étapes. L'objectif est d'abord de réussir le passage de témoins avec les cédants, de bien connaître et comprendre ses équipes, sur une activité en dynamique porteuse : les dispositifs publics ne se démentent pas pour appuyer la

transition énergétique, tandis que la tendance lourde du « nesting », c'est à dire transformer son chez soi en nid douillet, renforcée par le confinement, est également bien ancrée.

A moyen terme pourtant, les ambitions du développeur se réveillent. Laurent Neveu envisage deux leviers de croissance pour AFL : un renforcement de sa présence sur la métropole lilloise, et un élargissement de l'offre produit « pour être un acteur complet de la rénovation ».

En attendant, comme bien d'autres dirigeants, il est confronté à la fois à une pression sur les prix et même des pénuries de certains matériaux, mais aussi à un goulet d'étranglement sur les ressources humaines, avec une tension énorme dans les métiers de couverture. Au jour de notre visite, l'entreprise avait rien moins que 6 postes à pourvoir... Le nouveau dirigeant a déjà une feuille de route bien remplie ■ **O.D.**

*« J'ai toujours été le patron de l'endroit où j'étais »*

# Retrouvez les anciens numéros d'Éco121 !



N°63 N°64 N°65 N°66 N°67 N°68 N°71



N°72 N°73 N°74 N°75 N°76 N°77 N°78



N°79 N°80 N°90 N°92 N°93 N°94 N°100



N°103 N°104 N°105 N°106 N°107 N°108 N°112

## Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- |                               |                               |                               |                               |                                |                                |
|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°60 | <input type="checkbox"/> n°69 | <input type="checkbox"/> n°78 | <input type="checkbox"/> n°87 | <input type="checkbox"/> n°95  | <input type="checkbox"/> n°104 |
| <input type="checkbox"/> n°61 | <input type="checkbox"/> n°70 | <input type="checkbox"/> n°79 | <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°96  | <input type="checkbox"/> n°105 |
| <input type="checkbox"/> n°62 | <input type="checkbox"/> n°71 | <input type="checkbox"/> n°80 | <input type="checkbox"/> n°89 | <input type="checkbox"/> n°97  | <input type="checkbox"/> n°106 |
| <input type="checkbox"/> n°63 | <input type="checkbox"/> n°72 | <input type="checkbox"/> n°81 | <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°98  | <input type="checkbox"/> n°107 |
| <input type="checkbox"/> n°64 | <input type="checkbox"/> n°73 | <input type="checkbox"/> n°82 | <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°99  | <input type="checkbox"/> n°108 |
| <input type="checkbox"/> n°65 | <input type="checkbox"/> n°74 | <input type="checkbox"/> n°83 | <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°109 |
| <input type="checkbox"/> n°66 | <input type="checkbox"/> n°75 | <input type="checkbox"/> n°84 | <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°110 |
| <input type="checkbox"/> n°67 | <input type="checkbox"/> n°76 | <input type="checkbox"/> n°85 | <input type="checkbox"/> n°94 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 |
| <input type="checkbox"/> n°68 | <input type="checkbox"/> n°77 | <input type="checkbox"/> n°86 | <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 |

Au prix de :

1 numéro ..... 3€00

2 numéros ..... 2€50 l'unité

3 numéros et au-delà ..... 2€00 l'unité

+ Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) 3€50

Soit au total :

€

Vos coordonnées :

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

TÉL. ....

Règlement

Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE

Par virement : Banque Caisse d'Épargne

LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille

# Delplace Usinage, la petite industrielle spécialiste du détail

**Pierre Delplace et Elodie Mamelin** ont démarré leur activité d'usinage mécanique fin 2020. Depuis leur fief de Verton (62), ils se différencient dans la pièce unique.

**E**n véritable orfèvre, Pierre Delplace (photo) est un passionné du travail de précision. Avec Delplace Usinage, il réalise ou répare « tout ce que les autres ne veulent pas faire » : des pièces uniques et unitaires dites complexes, sur mesure ou sur plan, à partir d'opérations de tournage, fraisage ou fretage. Sa clientèle est composée aussi bien de particuliers que de professionnels, tous secteurs confondus, exceptés ceux très spécifiques comme le nucléaire. A 29 ans, il a ouvert son atelier d'usinage mécanique à Verton en décembre dernier, avec un an de retard à cause de la Covid. A ses côtés, sa compagne Elodie Mamelin, 34 ans, secrétaire médicale de formation, désormais en charge de l'administration. Pendant une dizaine d'années, le jeune homme s'est construit une solide expérience au sein d'entreprises du Montreuillois, sa terre d'origine. Entrepreneur dans l'âme, ce diplômé en génie mécanique a toujours voulu créer sa société. Son plus bel

exemple : son grand-père, forgeron à son compte. « J'ai toujours baigné dans cet univers entrepreneurial, de la petite industrie ou autre, confirme-t-il. Faire de même était une évidence ». Le couple a mobilisé 115 K€ dont 90 K€ d'emprunt bancaire et obtenu l'accompagnement du réseau Initiative Montreuillois avec un prêt à taux zéro, de la Chambre des Métiers et de la Communauté de communes Opale Sud qui lui a trouvé ses locaux. « Notre marché est très local. Mais on ne s'interdit pas les demandes nationales », souligne Elodie Mamelin. « Notre ambition est de grandir mais raisonnablement, poursuit Pierre Delplace. On souhaite rester une Tpe avec 5 ou 6 salariés ». Au début, les cogérants associés visaient l'embauche de leur premier salarié dès la première année d'activité. Mais la crise sanitaire est venue bousculer leurs plans. Les embauches ne devraient pas démarrer avant la fin de la pandémie. Toutefois, « si on trouve un apprenti motivé, on le



prendra », précise Elodie Mamelin. « J'ai envie de transmettre mon savoir-faire à quelqu'un qui en veut vraiment, raconte Pierre Delplace. La motivation est mon seul pré-requis. Sinon, ça ne m'intéresse pas ! ». Le couple s'attend d'ores et déjà à rencontrer des difficultés de recrutement. Dans sa branche, les emplois ne manquent pas. Encore faut-il trouver les bons talents ■ J.K.

Les modes de travail changent

## ET SI L'INCERTITUDE ÉTAIT UNE OPPORTUNITÉ ?

L'opportunité de repenser son organisation et d'offrir plus de flexibilité à vos collaborateurs. Un nouveau rythme avec des bureaux qui s'adaptent à vos envies et vos besoins.

[www.multiburo.com](http://www.multiburo.com)

Tout est simple, tout est flexible, et sans engagement.

**multiburo**  
bureaux, coworking, réunions & services

## Louise Chadenat

CONSULTANTE EN TRANSITION PROFESSIONNELLE,  
QUINTESENS

**D**e retour après des vacances ressourçantes : à réussir à souffler, à prendre du temps pour mes proches, à couper de toutes connexions, à vivre plus lentement et profiter du moment présent, je m'étonne moi-même d'avoir réussi à stopper ce rythme de vie effréné que j'aime généralement m'imposer. Se pose désormais la question de réussir à mettre à profit cette énergie accumulée au fil des dernières semaines pour continuer à être une personne ressource pour les autres, à gérer toute forme de pression et prendre soin de moi !

Il est essentiel d'identifier pourquoi, paradoxalement, nous revendiquons la volonté d'être ces héros des temps modernes, de vouloir tout vivre à cent à l'heure, de mener des vies professionnelles et personnelles remplies en risquant parfois malheureusement l'épuisement. Cette charge mentale arrive de toute part : du monde de l'entreprise; de nous-même en cherchant constam-



*“Mettez en place des périodes de déconnexion et des temps récupération adaptés”*

# Même les Wonder Men&Women managent leur énergie

ment à apporter notre contribution (d'autant plus prononcé chez les « sois parfait » et « fais plaisir ») ; des nombreuses sollicitations (écran, téléphone, applis...); de notre écosystème personnel : enfants, famille, sans parler de la pollution, de la pandémie... Rien que d'écrire ces quelques phrases, vous ressentez sans doute comme moi, une forme d'engrenage dans lequel vous avez beaucoup de mal à lutter au quotidien. Effectuer ce travail d'introspection et d'identification de vos sources de pression est une première action nécessaire pour réguler votre énergie.

Dans un second temps, autorisez-vous à vivre dans l'instant présent en observant et acceptant vos

pensées, en arrêtant de ruminer sur le passé qui culpabilise, ou de penser au futur qui angoisse et mettez un moment sur « arrêt » votre cerveau. Faites un état des lieux de vos ressources physiques, intellectuelles, émotionnelles, et spirituelles puis mettez en place vos leviers de ressourcement : pour réguler, pour accepter l'incertitude et prendre du recul.

Enfin mettez en place des périodes de déconnexion et des temps récupération adaptés (le jogging, la marche, une activité ludique ou créative, une sieste flash de 3 mn).

Savoir gérer son énergie est selon moi le pilier fondamental pour chacun d'entre nous. C'est d'ailleurs sans doute le premier pour être un manager responsable, avant de se confronter au « courage », à « l'audace » et à « la confiance » qui nous ouvrira d'autres portes. Alors avant de manager les autres, apprenons à nous manager nous-mêmes !

## Wilfrid Polaert

AVOCAT DROIT SOCIAL KPMG AVOCATS

**P**armi les nombreuses mesures instaurées en ce contexte sanitaire, de nouvelles règles en droit social tiennent compte de la nécessité pour l'entreprise de s'adapter et de motiver davantage ses salariés. Allocation forfaitaire de télétravail, nouvelle PEPA et rémunération, ça évolue !

### Le plafond d'exonération de l'allocation forfaitaire de télétravail augmente

Le télétravail, prévu lors du confinement par le protocole sanitaire, contribue à l'obligation de prévention en matière de sécurité au travail. Au lieu de rembourser au réel, justificatifs à l'appui, les frais de télétravail, l'employeur peut prévoir dorénavant une allocation mensuelle forfaitaire de 10 € par jour de télétravail sur la semaine, (30 €/mois pour 3 jours par semaine), ou 2,50 €/jour dans la limite de 55 € par mois s'il prouve la réalité des jours de télétravail. Par accord de branche, de groupe ou interprofessionnel, le montant peut être de 13 €



*“Ces mesures visent surtout à motiver les salariés sans pénaliser l'entreprise”*

# Des opportunités en droit social pour mieux gérer sa sortie de crise

mensuels pour 1 jour/semaine, 52 € pour 4 jours... ou une allocation de 3,25 € par jour, soit 71,50 € par mois.

### La nouvelle prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Cette prime PEPA (1000 €), prévue par accord collectif ou décision unilatérale, exonérée d'impôts et de charges, est destinée en priorité aux salariés de deuxième ligne travaillant sur site depuis 2020.

Elle ne peut plus varier selon les conditions de travail. Versée du 1er juin 2021 au 31 mars 2022 pour les rémunérations en deçà de 55 965 €, elle peut atteindre 2 000 € dans trois cas :

- l'adoption d'un accord d'intéressement,
- la négociation d'un accord valorisant

les métiers sur site de la deuxième ligne (hors télétravailleur), même en cas d'échec de discussions loyales, portant sur deux des thèmes suivants : les rémunérations et classifications, la nature des contrats, la santé et sécurité, la durée du travail, le rapport vie privée/professionnelle et la formation/évolution professionnelle.

- l'adoption par une entreprise de moins de 50 salariés sans condition particulière.

Par ailleurs, un arrêt de juin 2021 permet une dérogation à l'égalité de rémunération selon le diplôme détenu, critère objectif excluant toute discrimination salariale pour un même niveau.

A l'évidence, ces mesures visent surtout à motiver les salariés sans pénaliser l'entreprise pour vite relancer l'économie. Cela passe aussi par des baisses de cotisations, des aides, par la réduction de prescriptions judiciaires, de formalismes, de délais en médiation.

## Delphine Nowak

AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

# VEFA et fonciers

On connaît la vente en l'état de futur achèvement (VEFA) par laquelle le vendeur transfère ses droits sur le sol ainsi que la propriété des constructions existantes. Les ouvrages à venir deviennent la propriété de l'acquéreur au fur et à mesure de leur exécution, l'acquéreur étant tenu d'en payer le prix à mesure de l'avancement des travaux et ce, par application de l'article 1601-3 du code civil. En général, le promoteur se porte acquéreur du foncier par un acte de vente classique. Nos voisins belges et hollandais principalement ont toutefois pensé à une règle d'acquisition du foncier singulière. Il s'agit de coupler la VEFA à un bail emphytéotique ou un bail à construction portant sur le foncier. Le promoteur vendeur n'est pas propriétaire du terrain d'assiette mais est titulaire de droits réels qu'il tient de son bail (emphytéotique ou à construction).

Dans ce schéma, le promoteur est preneur à bail et s'engage à l'égard de son propriétaire bailleur à édifier des



*“Le bail étant limité dans le temps, la VEFA l'est également”*

constructions sur le terrain. Le promoteur n'est en réalité que preneur à bail de droits réels qu'il va céder aux futurs acquéreurs, l'acte de VEFA incluant donc une cession de droits réels au profit des acquéreurs.

Ce mécanisme est rendu possible par la définition même de l'article 1601-3 du code civil qui n'évoque que le transfert de droit sur le sol et n'exige donc pas que le vendeur soit pleinement propriétaire du foncier. Toutefois, par définition, le bail est conclu à durée déterminée et donc la vente qui lui est accolée également. Il y a donc transfert immédiat à l'acquéreur d'un droit réel sur le terrain d'assiette du projet puis de la propriété des ouvrages au fur et à mesure de leur construction.

Un point à avoir à l'esprit : le bail étant limité dans le temps, la VEFA l'est également. Elle est donc limitée à la du-

rée du bail car nul ne peut céder plus de droits qu'il n'en détient. Par ailleurs, l'acquéreur en VEFA étant devenu titulaire de droits réels, à la cession du bail lui-même, il est tenu des obligations du preneur à bail, à savoir le maintien des constructions au bon entretien et les réparations qui s'imposent. Il s'agit donc d'« une VEFA particulière » qui voit le jour en France et mérite d'être développée par les promoteurs grâce à la flexibilité qu'elle permet et l'innovation qu'elle implique.

La jurisprudence ne s'est pas encore prononcée sur ce mécanisme mais laisse augurer de beaux projets immobiliers à venir. Une nouvelle ère de montage immobilier se profile sous l'œil averti des notaires et avocats protecteurs de la validité juridique de leurs actes et des intérêts de leurs clients. A suivre donc l'accueil qui en sera fait notamment par les acquéreurs encore très attachés à la notion classique de la propriété reconnue par l'acte de propriété qui fait foi et délimite le contour de leurs droits.

## Bruno Platel

AVOCAT ASSOCIÉ, CAPSTAN AVOCATS

# Passé sanitaire et vaccination des salariés Les mesures applicables à la rentrée

La loi relative à la gestion de la crise sanitaire parue au Journal Officiel le 6 juillet dernier contient deux mesures importantes dans la gestion par l'entreprise de la crise de la Covid-19 vis-à-vis de des salariés.

La première mesure phare concerne l'obligation de présenter un passe sanitaire. Cette obligation s'applique notamment à tous les salariés devant effectuer des déplacements de longue distance par transport public au sein du territoire national ou à destination ou en provenance du territoire national.

En pratique, le salarié doit à compter du 30 août soit produire un justificatif de statut vaccinal, soit un test de dépistage négatif, soit un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la Covid-19.

Cette obligation de présentation du passe sanitaire s'applique également aux salariés devant accéder à leur lieu de travail dans des établissements ac-



cueillant du public limitativement définis tels que les activités de loisirs, les activités de restauration, les services et établissements accueillant des personnes vulnérables et sur décision du Préfet les grands centres commerciaux. Pour le salarié, le refus ou l'impossibilité de produire le passe sanitaire à compter du 30 août 2021 emportera une suspension de son contrat de travail non rémunérée. La seconde mesure concerne l'obligation vaccinale qui n'est pas d'application générale mais vise de manière limitative des éta-

blissements spécifiques parmi lesquels les établissements de santé et les services de protection maternelle et infantile. Le salarié non vacciné pourra bénéficier d'une autorisation d'ab-

sence rémunérée pour se faire vacciner pendant son temps de travail. La mise en place de cette obligation vaccinale donne lieu à deux phases, la première du 7 août 2021 au 14 septembre 2021 puis la seconde du 15 septembre au 15 octobre 2021 au terme de laquelle le salarié devra justifier, quelle que soit l'hypothèse, un cycle vaccinal complet.

Il sera rappelé qu'en dehors des établissements couverts par cette obligation à raison d'un risque sanitaire aggravé, l'employeur ne peut valablement imposer au salarié de se faire vacciner, son refus ne pouvant justifier ni une sanction disciplinaire, ni une mesure de licenciement.

La mise en œuvre de ces obligations est assortie d'une amende de 135 € à la charge du salarié tandis que l'employeur qui s'abstiendrait de contrôler les salariés s'expose quant à lui à une amende de 1 000 €, à une mise en demeure et à une éventuelle fermeture temporaire en fonction de la situation.

# Trompe l'œil

A l'occasion de l'année de la BD lancée par le Ministère de la culture, le musée des Palais des Beaux-Arts de Lille consacre son Open Museum au lillois François Boucq, l'auteur de BD populaires, humoristiques ou d'illustrations de presse parues dans Le Point ou Charlie Hebdo. Au PBA, il propose une visite, hors du cadre, empreinte de sa passion pour les illusions d'optiques, les effets de perspectives et impressions sensorielles.

*Jusqu'au 8 novembre. Tous les jours sauf le mardi.*

*7€/4€. Gratuit tous les 1ers dimanches du mois.*

*<https://pba.lille.fr>*



## Grands crus d'humour

Un Macron Jupitérien, une Carla Bruni déchaînée, des mamies dealeuses... Après une année culturelle en berne, Steeven et Christopher, Les Jumeaux nordistes, sont de retour sur les planches de leur terre natale ! Avec une bonne dose de Grands Crus classés. Et toujours armés de l'humour frais, teinté d'imitations et d'improvisation, qu'on leur connaît.

**18 septembre : 20h, salle Les Lucioles, Hallennes-lez-Haubourdin - 17 octobre : 15h, salle André Malraux, Neuville-en-Ferrain - 30 décembre : 20h, Théâtre Sébastopol, Lille**

Réservation sur [www.steevenetchristopher.fr](http://www.steevenetchristopher.fr)

## Congoville belge

Jusqu'à l'automne, des artistes contemporains explorent les traces du passé colonial de la Belgique sur le domaine du musée Middelheim d'Anvers, à moins de deux heures de Lille. Assemblages, installations, sculptures, films et photographies donnent vie, en intérieur et en extérieur, à l'expo Congoville.

*Espaces intérieurs sur réservation.*

*Jusqu'au 3 octobre, de 10h à 20h.*

*Infos et réservation sur [www.middelheimmuseum.be](http://www.middelheimmuseum.be) ou*

*+32 3 288 33 60*





## Patrimoine régional

Les Journées européennes du patrimoine se tiendront le week-end du 18 et 19 septembre. Cette 38<sup>e</sup> édition aura pour double thème le Patrimoine pour tous - Patrimoine ferroviaire. Le premier, choisi par le conseil de l'Europe et le second suite à la désignation de 2021 comme « année européenne du rail ».

Infos sur [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)



## Notre-Dame colorée

Annulé l'an dernier, le spectacle Chroma de la société Spectre Lab est revenu cet été sublimer les façades de la cathédrale Notre-Dame d'Amiens. Avec un show de 50 minutes, haut en couleurs, qui fait la fierté des Amiénois et émerveille les milliers de touristes qui viennent l'admirer chaque année. Chroma illuminera la cathédrale jusqu'au 12 septembre, avant une pause (on l'espère!) de courte durée.

30 Place Notre Dame, Amiens.  
Début du spectacle : 21h45. Gratuit.



## Jazz Festival

Roberto Fonseca, Gilberto Gil, Ibrahim Maalouf, ou encore le groupe Deluxe... Pour son retour, le Tourcoing Jazz Festival réaffirme sa volonté d'offrir une programmation ouverte à toutes les tendances de la musique jazz. Le rendez-vous est donné : du 9 au 16 octobre sur le parvis de l'église Saint Christophe à Tourcoing, le théâtre Raymond Devos, le Grand Mix, mais aussi le Colisée à Roubaix ou encore le Nouveau Siècle à Lille.

Programmation complète sur [tourcoing-jazz-festival.com](http://tourcoing-jazz-festival.com)

## Shakespeare à l'Idéal

A tout juste 1 an, au décès de son père Henri V en 1422, Henri VI est proclamé roi d'Angleterre et roi de France. Ce jeune monarque connaîtra le règne le plus sanglant de l'histoire franco-anglaise. Son destin fera l'objet d'une trilogie, née sous la plume de Shakespeare. Aujourd'hui, celle-ci est interprétée sur les planches de l'Idéal de Tourcoing par des jeunes comédiens, emmenés par Christophe Rauck, ex-directeur du Théâtre du Nord.

Du 14 au 18 septembre à 20h.

15€/10€/6€

[www.theatredunord.fr](http://www.theatredunord.fr)



# Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci le 49R, à Lille.



## Le « 49R » : hôtel particulier et table contemporaine

Au 49 rue Royale à Lille, on recevait jusqu'à présent des séminaires d'entreprises. Désormais derrière la façade de l'hôtel particulier s'y ajoutent un restaurant et un bar à manger. Découverte.

**D**estin étonnant que celui de cet hôtel particulier discret du Vieux-Lille : d'abord habitation privée, il est acheté, il y a quelques années, par un promoteur pour être divisé en appartements ; une collaboratrice du promoteur, sensible au potentiel du lieu, a l'idée de tenter son exploitation en centre de réunions pour entreprises afin d'en préserver l'intégrité, qui, une fois passé le seuil, n'est pas sans charme. Elle deviendra l'aimable patronne du 49R.

Quelques années plus tard, l'endroit est réaménagé en gardant les étages supérieurs destinés au service d'entreprises, et en créant au rez-de-chaussée un bar à manger et un restaurant contemporains ouverts sur le jardin ; une grande terrasse abritée jouit, en plein centre-ville, d'un calme bucolique dépayçant au pied d'un majestueux hêtre pourpre, tenu à distance par une rambarde en inox style bateau.

A l'intérieur, la décoration est recherchée, épurée et claire ; sous le haut plafond, le bar ovale est destiné aux cocktails, avec un grand choix de champagnes, gins et whiskies, que peuvent accompagner des « tapas » (petites portions) en dégustation.

Il ouvre généreusement sur la salle de restaurant au plancher marquetier ; le mobilier est simple et confortable.

Constance et Alexandre y servent une cuisine visuelle à la mode avec, à la courte carte, deux entrées, deux plats, deux desserts. Le haddock dans sa crème Dubarry, est servi sous un joli lit multicolore visuellement réussi, le cannelloni de canard est une roulade de magret farcie à base de courgette et pignons de pin, garnie de lamelles de courgette ; quant au cochon de chez Ospital, il est servi avec des rattes du Touquet au citron confit et chimichurri (condiment sud-américain) apprivoisé ; le filet de saint-pierre rôti est agréablement relevé d'une râpée de betterave chioggia (variété italienne bicolore). Les desserts sont timides, la tartelette au chocolat "moyen" est couverte par des noisettes caramélisées et du pralin noisette et la pêche pochée au sirop de romarin et lavande, sans grand relief.

La carte des vins est impressionnante sinon encyclopédique comprenant des centaines de références collectionnées durant des années (pas moins de six pages pour les



seuls vins blancs ...) par le patron sommelier qui la sert avec enthousiasme.

Salles de réunions équipées (jusqu'à 25 personnes)  
Site Internet bien fait ■

**Didier Nicolas**

**LE 49R**

49 rue Royale, Lille

T 03 74 09 07 09

Ouvert mardi-samedi 12h-15h et

19h45-21h30

[www.49-r-lille.com](http://www.49-r-lille.com)

Menus 27 € 32 €, 60 €, carte 47 €





Avec **EDHEC Online**, élevez-vous  
vers de nouvelles ambitions

 **EDHEC**  
BUSINESS SCHOOL

Les formations Online de l'EDHEC s'adressent tout particulièrement aux professionnels qui souhaitent continuer à se former en leur permettant d'organiser leur apprentissage comme ils le souhaitent, tout en étant accompagnés dans leur projet de carrière.

*Make an impact\**

[online.edhec.edu](https://online.edhec.edu)



# Votre histoire stimule le futur.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



BANQUE  
PRIVÉE

Toutes les histoires d'entrepreneurs sont singulières. Certaines s'enracinent depuis plusieurs générations. D'autres sont plus récentes, comme celles de start-up promises à un avenir robuste.

Ces histoires, pourtant différentes, provoquent la même prise de conscience.

Celle de démontrer que c'était possible.

Avec une conséquence positive immédiate, celle de stimuler le futur.

**Stéphanie Olié** Directrice Banque Privée - 06 82 82 37 28\* - [stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr](mailto:stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr)\*\*



Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 135 Port de Flandres 59777 Euraille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à FORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex. Crédit photo : Samuel Dhote - Septembre 2021

\* Appel non surtaxé, coût selon votre opérateur. \*\* Coût de connexion selon votre fournisseur d'accès

CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE